PARTIE — 06

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

6.1	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ ANNUEL	186	6.5	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ ANNUEL	191
6.2	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	187	6.6	ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS	192
6.3	BILAN CONSOLIDÉ ANNUEL	188			
			6.7	RAPPORT DES COMMISSAIRES	
6.4	VARIATION DES CAPITAUX			AUX COMPTES	
	PROPRES CONSOLIDÉS ANNUELS	190		SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	240

6.1 Compte de résultat consolidé annuel

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021	Notes
Chiffre d'affaires	8 448	8 824	2
Coût des ventes	(3 361)	(3 531)	2
Marge brute après coûts logistiques	5 086	5 293	2
Frais publi-promotionnels	(1 327)	(1 393)	2
Contribution après frais publi-promotionnels	3 759	3 900	2
Frais de structure	(1 499)	(1 477)	
Résultat opérationnel courant	2 260	2 423	
Autres produits et charges opérationnels	(1 283)	(62)	3.1
Résultat opérationnel	978	2 361	
Charges financières	(403)	(410)	3.2
Produits financiers	36	39	3.2
Résultat financier	(366)	(371)	
Impôt sur les bénéfices	(258)	(667)	3.3
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	0	(4)	
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être cédées	(3)	0	4.12
RÉSULTAT NET	350	1 318	
Dont : • part des participations ne donnant pas le contrôle • part du Groupe	21 329	13 1 305	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	1,25	5,00	3.4
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	1,24	4,99	3.4

6.2 État du résultat global consolidé

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Résultat net de l'exercice	350	1 318
Éléments non recyclables		
Gains/(pertes) actuariels liés aux plans à prestations définies	(758)	114
Montant comptabilisé en capitaux propres	(919)	125
Effets d'impôts	161	(11)
Instruments de capitaux propres	(119)	143
Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres	(120)	144
Effets d'impôts	1	(1)
Éléments recyclables		
Couvertures d'investissements nets	10	18
Montant comptabilisé en capitaux propres	13	27
Effets d'impôts	(4)	(9)
Couvertures de flux de trésorerie	5	7
Montant comptabilisé en capitaux propres (1)	8	10
Effets d'impôts	(3)	(3)
Différences de conversion	(65)	(7)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt	(927)	275
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	(577)	1 593
Dont : • part Groupe • part des participations ne donnant pas le contrôle	(600) 23	1 585 8

⁽¹⁾ Dont (3) millions d'euros recyclés dans le résultat net au titre de la période.

6.3 Bilan consolidé annuel

Actif

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021	Notes
En valeurs nettes			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	10 965	10 725	4.1
Goodwill	5 611	5 505	4.1
Immobilisations corporelles	3 095	3 177	4.2
Actifs financiers non courants	522	685	4.3
Titres mis en équivalence	28	36	
Instruments dérivés non courants	54	65	4.3/4.10
Actifs d'impôt différé	1 678	1 623	3.3
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	21 953	21 816	
Actifs courants			
Stocks et encours	6 167	6 555	4.4
Créances clients et autres créances opérationnelles	906	1 126	4.5
Actifs d'impôt exigible	142	141	
Autres actifs courants	323	413	4.6
Instruments dérivés courants	12	8	4.3/4.10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 935	2 078	4.8
TOTAL ACTIFS COURANTS	9 485	10 321	
Actifs destinés à être cédés	87	11	4.12
TOTAL ACTIFS	31 525	32 147	

Passif

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021	Notes	
Capitaux propres				
Capital	411	406	6.1	
Primes d'émission	3 052	3 052		
Réserves et écarts de conversion	10 177	10 066		
Résultat net part du Groupe	329	1 305		
Capitaux propres Groupe	13 968	14 829		
Participations ne donnant pas le contrôle	243	246		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 211	15 075		
Passifs non courants				
Provisions non courantes	310	253	4.7	
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	605	477	4.7	
Passifs d'impôt différé	2 596	2 825	3.3	
Emprunts obligataires part non courante	8 599	8 787	4.8	
Dettes locatives non courantes	433	405	4.8	
Autres passifs financiers non courants	192	108	4.8	
Instruments dérivés non courants	0	0	4.10	
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	12 735	12 854		
Passifs courants				
Provisions courantes	222	163	4.7	
Dettes fournisseurs	1 877	2 337		
Passifs d'impôt exigible	232	282	3.3	
Autres passifs courants	1 016	1 134	4.11	
Emprunts obligataires part courante	723	70	4.8	
Dettes locatives courantes	88	103	4.8	
Autres passifs financiers courants	380	122	4.8	
Instruments dérivés courants	24	6	4.10	
TOTAL PASSIFS COURANTS	4 563	4 218		
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	16	0	4.12	
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	31 525	32 147		

6.4 Variation des capitaux propres consolidés annuels

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'auto- contrôle	Capitaux propres - Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture au 01.07.2019	411	3 052	12 592	327	34	(276)	(153)	15 987	195	16 182
Résultat global de la période	-	-	329	(758)	(114)	(57)	-	(600)	23	(577)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	-	-	22	-	-	-	-	22	-	22
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle	-	-	(56)	-	-	-	(530)	(587)	-	(587)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes et acomptes attribués	-	-	(820)	-	-	-	-	(820)	(22)	(842)
Variations de périmètre	-	_	-	-	-	-	-	-	47	47
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	(35)	-	-	-	-	(35)	-	(35)
Autres mouvements	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1
SITUATION CLÔTURE AU 30.06.2020	411	3 052	12 033	(431)	(79)	(333)	(684)	13 968	243	14 211

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux propres - Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture 01.07.2020	411	3 052	12 033	(431)	(79)	(333)	(684)	13 968	243	14 211
Résultat global de la période	-	-	1 305	111	150	19	-	1 585	8	1 593
Variation de capital	(5)	-	(519)	-	-	-	525	0	-	0
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	-	-	28	-	-	-	-	28	-	28
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle	-	-	(39)	-	-	-	19	(20)	-	(20)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes et acomptes attribués	-	-	(733)	-	-	-	-	(733)	(8)	(742)
Variations de périmètre	-	-	1	-	-	-	-	1	3	5
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SITUATION CLÔTURE AU 30.06.2021	406	3 052	12 075	(320)	70	(314)	(140)	14 829	246	15 075

6.5 Tableau des flux de trésorerie consolidé annuel

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021	Notes
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation			
Résultat net part du Groupe	329	1 305	
Participations ne donnant pas le contrôle	21	13	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	0	4	
(Produits)/charges financiers	366	371	
(Produits)/charges d'impôt	258	667	
Résultat des activités abandonnées	3	0	
Dotations aux amortissements d'immobilisations	350	367	
Variation nette des provisions	97	(80)	
Variation nette des pertes de valeur sur <i>goodwill</i> et immobilisations corporelles et incorporelles	1 007	78	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	0	4	
Variations de juste valeur des actifs biologiques et investissements	(3)	(4)	
Résultat des cessions d'actifs	(27)	(16)	
Charges liées aux plans de stock-options	23	28	
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts	2 423	2 738	
Diminution/(augmentation) du besoin en fonds de roulement	(433)	(54)	5.
Intérêts financiers versés	(371)	(350)	
Intérêts financiers reçus	36	35	
Impôts versés/reçus	(474)	(371)	
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION	1 181	1 999	
Trésorerie provenant des opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(365)	(433)	
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	14	63	
Variation du périmètre de consolidation	-	-	
Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités	(618)	(131)	5.:
Cessions d'immobilisations financières et d'activités	34	15	5.
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(936)	(486)	
Trésorerie provenant des opérations de financement			
Dividendes et acomptes versés	(849)	(704)	
Autres variations des capitaux propres	-	-	
Émissions ou souscriptions d'emprunts	3 822	1788	5.3
Remboursements d'emprunts	(1 553)	(2 379)	5.3
Remboursements de dettes locatives	(100)	(97)	
(Acquisitions)/cessions de titres d'autocontrôle	(526)	(20)	
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS			
DE FINANCEMENT	795	(1 412)	
Trésorerie des activités destinées à être cédées	(3)	0	
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE (AVANT EFFET DEVISES)	1 037	100	
Incidence des écarts de conversion	(26)	43	
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE (APRÈS EFFET DEVISES)	1 012	143	
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	923	1 935	

_ 191

6.6 Annexes aux comptes consolidés annuels

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES

Note 1	Principes comptables et faits marquants	193	Note 5	Notes sur le tableau des flux de trésorerie	227
Note 1.1	Principes et méthodes comptables	193			
Note 1.2	Faits marquants de l'exercice	195	Note 6	Informations complémentaires	227
			Note 6.1	Capitaux propres	227
Note 2	Information sectorielle	196	Note 6.2	Paiements fondés sur des actions	228
Note 2	Natas valativas au asmuta da vásultat	400	Note 6.3	Engagements hors bilan	231
Note 3	Notes relatives au compte de résultat	198	Note 6.4	Passifs éventuels	233
Note 3.1	Autres produits et charges opérationnels	198	Note 6.5	Litiges	233
Note 3.2	Résultat financier	198	Note 6.6	Parties liées	234
Note 3.3	Impôt sur les bénéfices	199	Note 6.7	Événements post-clôture	235
Note 3.4	Résultat par action	201	Note 6.8	Honoraires des Commissaires aux Comptes	
Note 3.5	Charges par nature	201		et des membres de leur réseau au titre	
N-4- 4	Natas valations and bilan	000		de l'exercice de 12 mois	235
Note 4	Notes relatives au bilan	202	Note 7	Périmètre de consolidation	235
Note 4.1	Immobilisations incorporelles et goodwill	202			
Note 4.2	Immobilisations corporelles	204	Note 7.1	Périmètre de consolidation	235
Note 4.3	Actifs financiers	206	Note 7.2	Liste des principales sociétés consolidées	236
Note 4.4	Stocks et encours	207			
Note 4.5	Détail des créances clients et autres créances				
	opérationnelles	209			
Note 4.6	Autres actifs courants	210			
Note 4.7	Provisions	210			
Note 4.8	Passifs financiers	216			
Note 4.9	Instruments financiers	221			
Note 4.10	Dérivés de taux, dérivés de change et dérivés				
	de matières premières	223			
Note 4.11	Autres passifs courants	227			
Note 4.12	Actifs destinés à être cédés et passifs liés	227			

Pernod Ricard SA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son Siège au 5, cours Paul Ricard à Paris VIII^e arrondissement et est cotée sur Euronext. Les comptes consolidés annuels reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche.

Le Groupe exerce ses activités dans la production et vente de vins et spiritueux.

Le Conseil d'Administration a arrêté, le 31 août 2021, les comptes consolidés annuels au 30 juin 2021.

Note 1 Principes comptables et faits marquants

Note 1.1 Principes et méthodes comptables

1. Principes de préparation des comptes consolidés annuels et référentiel comptable

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au Règlement CE 1606/02, les comptes consolidés annuels du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 ont été établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés annuels au 30 juin 2021 sont conformes à ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2020, à l'exception des normes et interprétations adoptées dans l'Union européenne applicables pour le Groupe à compter du le juillet 2020 (cf. Note 1.1.2 – Évolution du référentiel comptable). Le Groupe n'applique pas de norme ou interprétation par anticipation.

L'exercice de référence du Groupe est du le juillet au 30 juin.

2. Évolution du référentiel comptable

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du le juillet 2020

Le Groupe applique à compter du le juillet 2020 l'amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 publié par l'IASB en septembre 2019 et adopté par l'Union européenne dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Cet amendement permet au Groupe de ne pas tenir compte des incertitudes sur le devenir des taux de référence dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et/ou dans l'appréciation du caractère hautement probable du risque couvert, permettant ainsi de sécuriser les relations de couvertures existantes ou à venir jusqu'à la levée de ces incertitudes.

Les dérivés de taux documentés en couverture de dettes indexées à un taux de référence sont présentés en Note 4.8 – Passifs financiers. Au 30 juin 2021, l'exposition du Groupe relative aux instruments financiers indexés sur des taux variables dont la date de maturité est supérieure à la date de mise en œuvre de la réforme est limitée. Les conséquences potentielles sur l'information financière du remplacement d'un taux de référence existant par un autre interviendront dès l'adoption de la Phase 2 de la réforme des taux d'intérêt de référence.

Les effets des décisions d'agenda suivantes de l'IFRS IC sont en cours d'analyse par le Groupe :

- décision publiée en avril 2021 relative à IAS 38
 « Immobilisations incorporelles » et portant sur la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le cloud dans le cadre d'un contrat Software as a service ;
- décision publiée en avril 2021 relative à IAS 19 « Avantages du personnel » et portant sur l'allocation des avantages du personnel aux périodes de service. Cette décision clarifie la période d'attribution des avantages du personnel pour répartir la charge IAS 19.

Le cas échéant les incidences de l'application de ces décisions seront présentées ultérieurement.

Par ailleurs, les décisions suivantes n'ont pas d'incidence significative au 30 juin 2021 sur les comptes du Groupe :

 décision publiée en juin 2021 relative à IAS 2 « Stock – Coûts nécessaires à la vente de stocks »; décision publiée en juin 2021 relative à IAS 10 « Événements postérieurs à la période de reporting – Préparation des états financiers par une entité qui n'est plus en mesure d'assurer sa continuité d'exploitation ».

Aucune autre nouvelle norme, interprétation ou amendement ne s'est appliquée à Pernod Ricard à compter du le juillet 2020.

3. Bases d'évaluation

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs évaluées conformément aux règles édictées par les normes IFRS.

4. Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et jugements de la Direction

Estimations

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou à la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Goodwill et immobilisations incorporelles

Comme indiqué en Note 4.1 – *Immobilisations incorporelles et goodwill*, outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux *goodwill* et aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie (les marques par exemple), le Groupe procède à des tests ponctuels en cas d'indication de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Ces calculs nécessitent d'utiliser des hypothèses sur les conditions de marché et sur les flux de trésorerie prévisionnels dont les évolutions peuvent conduire à des résultats différents de ceux estimés initialement.

Provisions pour pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Comme indiqué en Note 4.7 – *Provisions*, le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations ou à prestations définies. De plus, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que l'assurance-vie et la couverture médicale (principalement aux États-Unis et au Royaume-Uni) font également l'objet de provisions. La valeur comptable de ces provisions à la date de clôture est détaillée dans la Note 4.7 – *Provisions*.

Le calcul de ces engagements repose sur un certain nombre d'hypothèses telles que le taux d'actualisation, les futures augmentations de salaires, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2021 et leurs modalités de détermination sont détaillées en Note 4.7 – *Provisions*. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe.

Impôts différés

Comme indiqué en Note 3.3 – Impôt sur les bénéfices, les actifs d'impôt différé comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. L'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ces pertes fiscales reportables repose sur une part de jugement importante. Des analyses sont réalisées, permettant de conclure ou non à la probabilité d'utilisation dans le futur des déficits fiscaux reportables.

Provisions

Comme indiqué en Note 4.7 – *Provisions*, le Groupe est impliqué dans le cadre de ses activités courantes dans un certain nombre de litiges. Dans certains cas, les sommes demandées par les plaignants sont significatives et les procédures judiciaires peuvent prendre plusieurs années. Dans ce cadre, les provisions sont déterminées selon la meilleure estimation du Groupe du montant qui sera décaissé en fonction des informations disponibles – notamment de la part des conseils juridiques. Toute modification des hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la provision comptabilisée. La valeur comptable de ces provisions à la date de clôture est détaillée dans la Note 4.7 – *Provisions*.

Jugements

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugements pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

Hyperinflation

Selon les dispositions de IAS 29, l'Argentine est considérée comme une économie hyperinflationniste à partir du le juillet 2018.

Cependant, compte tenu de la contribution de l'activité exercée en Argentine dans les comptes du Groupe, l'impact de l'application de IAS 29 a été estimé non matériel et les retraitements correspondants n'ont pas été opérés.

5. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er juillet 2009 ont été comptabilisés selon les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 30 juin 2009. Les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1er juillet 2009 sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée: la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition tels que les honoraires de juristes, de due diligence et les autres honoraires professionnels sont comptabilisés en autres charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus.

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un goodwill. Chaque regroupement d'entreprises concerné donne lieu au choix entre l'application de la méthode du goodwill partiel ou total. Les goodwill relatifs à l'acquisition de sociétés étrangères sont libellés dans la devise fonctionnelle de l'activité acquise. Les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Enfin conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée et IAS 27 amendée, le Groupe comptabilise dans les capitaux propres la différence entre le prix payé et la quote-part de minoritaires rachetée dans les sociétés préalablement contrôlées.

6. Méthodes de conversion

6.1 Monnaie de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés annuels du Groupe sont établis en euro, qui est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société Mère.

6.2 Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale. Cependant, dans un nombre très limité d'entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions et de l'environnement économique de l'entité.

6.3 Traduction des opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont généralement converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de transaction. À chaque arrêté comptable, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de clôture. Les différences de change en résultant sont comptabilisées dans le résultat de la période, à l'exception des différences de change liées aux dettes affectées aux couvertures d'actifs nets en devises de filiales consolidées. Ces dernières sont comptabilisées directement en capitaux propres, en écarts de conversion, jusqu'à la cession de l'investissement net. Les différences de change liées à des opérations d'exploitation sont enregistrées dans le résultat opérationnel de la période; les différences de change liées à des opérations de financement sont comptabilisées en résultat financier ou en capitaux propres.

6.4 Conversion des états financiers des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro (monnaie de présentation)

Le bilan est converti en euro au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Le compte de résultat et les flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux de change moyens. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écarts de conversion au sein des capitaux propres en autres éléments du résultat global. Lors de la cession d'une entité étrangère, les différences de conversion antérieurement comptabilisées en capitaux propres sont comptabilisées en résultat.

7. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », dès lors qu'ils sont significatifs, les actifs et passifs détenus en vue de leur cession ne sont plus amortis et sont présentés séparément au bilan pour une valeur représentant le plus faible montant entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Un actif est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit

le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Les éléments du bilan relatifs aux activités destinées à être cédées ou abandonnées sont présentés sur des lignes spécifiques des comptes consolidés annuels. Les éléments du résultat relatifs à ces activités destinées à être cédées ou abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif pour le Groupe.

Note 1.2 Faits marquants de l'exercice

1. Impacts de l'épidémie de Covid-19

La poursuite de la pandémie du Covid-19 sur la majeure partie de l'exercice 2020/21 a impacté l'activité du Groupe. De nombreux pays ont pris des mesures strictes pour tenter de ralentir l'expansion de l'épidémie et ont imposé des contraintes de fermetures d'établissements ouverts au public (notamment bars, hôtels, restaurants) ainsi que des mesures de confinement et de restrictions de déplacements internationaux (impactant notamment les activités *Travel Retail*).

Le Groupe a néanmoins su rebondir et le chiffre d'affaires s'élève à 8 824 millions d'euros (soit une hausse de 9,7 % en croissance organique et de 4,5 % en croissance faciale).

Dans le cadre de la gestion de cette crise, le Groupe a pris un certain nombre de mesures fortes :

- la priorité donnée à la sécurité et à la santé de ses employés et partenaires;
- une gestion active des stocks afin de conserver un niveau sain sur les principaux marchés;
- une gestion active des ressources et une maîtrise des coûts pour s'adapter au contexte de crise;
- une gestion dynamique de la trésorerie et une position de liquidité renforcée grâce à une nouvelle émission obligataire en dollars américains sur la période et au remboursement anticipé des obligations qui arrivaient à échéance en avril 2021 et janvier 2022 (cf. Note 1.2.2.2 - Émissions et remboursements obligataires).

Malgré ce contexte de crise, le Groupe a continué la mise en œuvre de son agenda *Transform & Accelerate*.

Par ailleurs, le Groupe a porté une attention particulière à la recouvrabilité de ses créances clients compte tenu d'un risque de crédit accru lié à la crise, les mesures mises en œuvre ayant permis d'optimiser la gestion de l'encours client.

2. Autres faits marquants de l'exercice

2.1 Acquisitions et cessions d'activités

Au cours de l'exercice, le Groupe a poursuivi sa stratégie en renforçant ses positions notamment par le biais de partenariats/acquisitions de marques super et ultra-premium sur des catégories en plein essor à l'image des accords signés avec les sociétés Ojo de Tigre propriétaire de la marque de Mezcal du même nom, la société Vermuteria de Galicia détentrice du Vermouth espagnol Petroni et la société La Hechicera Company détentrice du Rhum Colombien du même nom.

Dans le cadre de la stratégie de gestion dynamique de son portefeuille de marques, le Groupe a également procédé à la cession de la marque Doble V en Espagne.

2.2 Émissions et remboursements obligataires

Le groupe Pernod Ricard a procédé le le octobre 2020, via une de ses filiales détenue à 100 %, à une émission obligataire de 2 milliards de dollars américains en trois tranches de 7,5, 10,5 et 30 ans, portant respectivement intérêts aux taux annuels fixes de 1,25 %, 1,625 %, et 2,75 %.

Le 6 novembre 2020, Pernod Ricard SA a remboursé par anticipation (i) le montant restant des obligations portant coupon de 5,75 % arrivant à échéance en avril 2021 pour un montant en principal de 500 millions de dollars américains, et (ii) la totalité des obligations portant coupon de 4,45 % arrivant à échéance en janvier 2022 pour un montant en principal de 1500 millions de dollars américains conformément à la clause de remboursement optionnel prévue dans les termes et conditions de ces obligations.

Ces remboursements par anticipation ont donné lieu au paiement d'une soulte exceptionnelle (dite *make-whole call*) de 72 millions d'euros.

Le 26 janvier 2021 Pernod Ricard SA a procédé au remboursement total de son emprunt obligataire USD Pandios pour un montant de 201 millions de dollars américains.

2.3. Décision de justice favorable concernant le *Drawback* aux Etats-Unis

Une action en justice a été déposée le 15 avril 2019 par la National Association of Manufacturers (NAM) contre le département du Trésor américain (US Treasury) et le United States Customs and Border Protection (CBP) au nom de ses membres, dont Pernod Ricard, pour invalider les réglementations publiées en février 2019 et affirmer que le Drawback est autorisé conformément à l'article 19 USC§ 1313(j)(2) tel que modifié par le Trade Facilitation and Trade Enforcement Act de 2015, qui a été promulgué le 24 février 2016 (TFTEA).

Le Drawback prévu dans la loi américaine permet à une entreprise de bénéficier du remboursement de droits d'accises ou d'impôts payés sur certains biens importés lorsque des biens similaires sont exportés. Le 23 août 2021, la Cour d'Appel américaine du Federal Circuit a rendu sa décision en faveur de la National Association of Manufacturers, confirmant le jugement de première instance rendu en février 2020. Par conséquent, Pernod Ricard peut bénéficier du Drawback sur la base des exportations de certains spiritueux hors des Etats-Unis. L'impact de cette décision sur les comptes 2020/21 de Pernod Ricard représente un résultat additionnel avant impôt de 163 millions de dollars américains (137 millions d'euros), dont 33 millions de dollars américains (28 millions d'euros) de Résultat Opérationnel Courant. Le Groupe avait déjà encaissé 187 millions de dollars américains (156 millions d'euros) au 30 juin 2021 au titre de demandes de remboursement déjà déposées.

Note 2 Information sectorielle

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est principalement composé de ventes de produits finis et est comptabilisé dans le compte de résultat lors du transfert de contrôle des produits. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais, de certains coûts d'opérations commerciales et promotionnelles ainsi que des taxes relatives aux ventes, notamment les droits d'accises.

Coûts des opérations commerciales et promotionnelles

En application de la norme IFRS 15, certains coûts de prestations commerciales, comme les programmes de publicité en coopération avec les distributeurs, les coûts de référencement des nouveaux produits et les actions promotionnelles sur les lieux de vente, les frais publi-promotionnels, viennent en réduction du chiffre d'affaires s'il n'existe pas de service séparable dont la juste valeur puisse être mesurée de manière fiable.

Droits et taxes

En application de la norme IFRS 15, certains droits d'importation, par exemple en Asie, sont classés en coût des ventes, car ils ne sont pas spécifiquement refacturés aux clients (comme l'est par exemple la vignette Sécurité sociale en France).

Escomptes

En application de la norme IFRS 15, les escomptes de caisse accordés pour les règlements anticipés ne sont pas considérés comme des transactions financières mais constituent une déduction du chiffre d'affaires.

Marge brute après coûts logistiques, contribution après frais publi-promotionnels, résultat opérationnel courant et autres produits et charges opérationnels

La marge brute après coûts logistiques correspond au chiffre d'affaires hors droits et taxes, diminué des coûts des ventes et des coûts logistiques. La contribution après frais publi-promotionnels inclut la marge brute après coûts logistiques et les frais publi-promotionnels. Le Groupe applique la recommandation de l'Autorité des normes comptables (ANC) n° 2013-R03 notamment dans la définition du résultat opérationnel courant. Le résultat opérationnel courant correspond à la contribution après frais publi-promotionnels diminuée des frais commerciaux et généraux et est l'indicateur utilisé pour apprécier la performance opérationnelle du Groupe. Il exclut les autres produits et charges opérationnels tels que les coûts liés aux restructurations, les plus ou moins-values de cession, les dépréciations d'actifs corporels et incorporels ainsi que d'autres produits ou charges opérationnels non récurrents. Ces autres produits et charges opérationnels sont exclus du résultat opérationnel courant car le Groupe estime que ces éléments n'ont qu'une faible valeur prédictive compte tenu de leur caractère inhabituel. La nature de ces autres produits et charges opérationnels est détaillée en Note 3.1 - Autres produits et charges opérationnels.

Le Groupe est centré autour d'une seule activité, la vente et production de vins et spiritueux, et est organisé en trois secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques: Amérique, Europe et Asie/Reste du Monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des investissements publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale, notamment pour l'analyse de la performance.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

Au 30.06.2020 En millions d'euros	Amérique	Asie/Reste du Monde	Europe	Total
Éléments du compte de résultat				
Produits sectoriels	3 747	5 181	4 032	12 960
Dont produits intersegments	1 298	1 715	1 500	4 512
Chiffre d'affaires hors Groupe	2 449	3 467	2 532	8 448
Marge brute après coûts logistiques	1 599	1 969	1 519	5 086
Contribution après frais publi-promotionnels	1 138	1 452	1 169	3 759
Résultat opérationnel courant	718	938	605	2 260
Autres informations				
Investissements courants	113	233	611	957
Charges d'amortissements et de dépréciation	972	133	251	1 356

Au 30.06.2021 En millions d'euros	Amérique	Asie/Reste du Monde	Europe	Total
Éléments du compte de résultat				
Produits sectoriels	3 794	5 494	4 185	13 473
Dont produits intersegments	1 167	1 854	1 628	4 649
Chiffre d'affaires hors Groupe	2 627	3 640	2 557	8 824
Marge brute après coûts logistiques	1 699	2 060	1 534	5 293
Contribution après frais publi-promotionnels	1 229	1 518	1 153	3 900
Résultat opérationnel courant	803	996	624	2 423
Autres informations				
Investissements courants	106	109	316	531
Charges d'amortissements et de dépréciation	42	165	236	444

 $L'impact \ des \ d'oits \ d'utilisation \ sur les \ investissements \ et \ charges \ d'amortissements \ et \ de \ dépréciation \ se \ présente \ comme \ suit:$

Au 30.06.2021 En millions d'euros	Amérique	Asie/Reste du Monde	Europe	Total
Investissements courants	12	39	48	100
Charges d'amortissements et de dépréciation	15	40	44	99

Ventilation du chiffre d'affaires

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021	Variation (en millions d'euros)	Variation (%)
Marques Stratégiques Internationales	5 268	5 544	275	5 %
Marques Stratégiques Locales	1 599	1 576	(23)	-1%
Vins stratégiques	431	425	(6)	- 1 %
Spécialités	373	472	99	27 %
Autres produits	776	807	31	4 %
TOTAL	8 448	8 824	376	4 %

Note 3 Notes relatives au compte de résultat

Note 3.1 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les pertes de valeurs d'actifs corporels et incorporels, les coûts liés aux restructurations et intégrations, les plus ou moins-values de cession, ainsi que d'autres produits ou charges opérationnels non récurrents. Ces autres produits et charges opérationnels sont exclus du résultat opérationnel courant compte tenu de leur caractère inhabituel, anormal et peu fréquent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Pertes de valeur d'actifs corporels et incorporels	(1 007)	(78)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs et frais d'acquisition	11	(34)
Charges nettes de restructuration et de réorganisation	(178)	(64)
Litiges et risques	(47)	141
Autres produits et charges opérationnels non courants	(63)	(26)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(1 283)	(62)

Au 30 juin 2021, les autres produits et charges opérationnels se composent principalement :

- de dépréciations d'actifs corporels et incorporels pour 78 millions d'euros, principalement composée d'une dépréciation de la marque Imperial pour 70 millions d'euros résultant des tests de perte de valeur de marques et actifs liés du Groupe;
- de charges de restructuration pour 64 millions d'euros liées à divers projets de réorganisation;
- de produits nets liés à des règlements de litiges et risques pour 141 millions d'euros, dont 109 millions d'euros au titre du Drawback (cf. Note 2.3 - Faits marquants de l'exercice).

Par ailleurs, les coûts engendrés par la crise sanitaire ont été reconnus en résultat opérationnel courant.

Note 3.2 Résultat financier

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Charges de la dette financière nette	(340)	(261)
Charges financières sur dettes locatives	(14)	(13)
Produits d'intérêts de la dette financière nette	36	36
Coût de la dette financière nette	(319)	(238)
Commissions de structuration et de placement	(2)	(3)
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	0	(17)
Autres produits et charges financiers courants, nets	(7)	(3)
Résultat financier courant	(328)	(262)
Résultat de change	(19)	(37)
Autres éléments financiers non courants	(19)	(73)
RÉSULTAT FINANCIER TOTAL	(366)	(371)

Au 30 juin 2021, le coût de la dette financière nette provient des charges financières relatives aux emprunts obligataires pour 211 millions d'euros, aux couvertures de taux pour 3 millions d'euros, aux contrats de *factoring* et titrisation pour 5 millions d'euros, aux intérêts sur dettes locatives pour 13 millions d'euros et à d'autres frais pour 5 millions d'euros.

Le résultat financier est par ailleurs impacté des coûts liés aux rachats anticipés de dettes obligataires libellées en dollars US détaillés dans la Note 2.1 – *Faits marquants de la période* pour 72 millions d'euros, d'effets de change négatifs pour 37 millions d'euros, et de l'impact net des retraites et avantages assimilés pour 17 millions d'euros.

Coût moyen pondéré de la dette

Le coût moyen pondéré de l'endettement financier du Groupe s'élève à $2.8\,\%$ sur l'exercice 2020/21 contre $3.6\,\%$ sur l'exercice 2019/20.

Le coût moyen pondéré de l'endettement financier est défini comme le coût de la dette financière nette augmenté des commissions de structuration et de placement rapporté à l'encours moyen calculé à partir de l'endettement financier net augmenté de l'encours moyen des programmes de factoring et titrisation.

Note 3.3 Impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Impôt exigible	(364)	(425)
Impôt différé	106	(242)
TOTAL	(258)	(667)

Analyse du taux d'impôt effectif - Résultat net des activités poursuivies avant impôt

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Résultat opérationnel	978	2 361
Résultat financier	(366)	(371)
Base d'imposition	611	1 990
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	(210)	(637)
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	111	218
Impact fiscal lié aux variations de taux de change	-	7
Réestimation des impôts différés liée à des changements de taux	(77)	(193)
Incidence des reports déficitaires utilisés/non reconnus	(6)	40
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit/majoré	-	0
Impôts sur distributions	(25)	(31)
Autres impacts	(52)	(72)
CHARGE D'IMPÔT EFFECTIVE	(258)	(667)
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	42 %	34 %

La réforme fiscale au Royaume-Uni a généré une revalorisation des actifs et passifs d'impôts suite à la hausse du taux d'impôt sur les sociétés de 19 % à 25 %. L'impact net est une charge d'impôt de 200 millions d'euros au 30 juin 2021.

Les impôts différés sont calculés sur les différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé et sont déterminés selon la méthode du report variable. Les impôts différés relatifs aux droits d'utilisation et aux dettes locatives sont comptabilisés sur une base nette. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé. Des actifs d'impôt différé sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs.

Les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où leur recouvrabilité est probable compte tenu des projections de résultat fiscal réalisées par le Groupe à la clôture de chaque exercice. L'ensemble des hypothèses retenues, dont notamment la croissance du résultat opérationnel et du résultat financier compte tenu des taux d'intérêt, fait l'objet d'une actualisation par le Groupe en fin d'exercice sur la base des données déterminées par les Directions concernées.

Les impôts différés se décomposent ainsi par nature :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Marges en stocks	119	111
Écarts d'évaluation sur actifs et passifs	28	13
Provisions pour retraites	100	78
Actifs d'impôt différé lié aux déficits reportables	933	913
Provisions (hors provisions pour retraites) et autres	498	509
TOTAL ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	1 678	1 623
Amortissements dérogatoires	136	175
Écarts d'évaluation sur actifs et passifs	2 313	2 469
Actifs de couverture sur retraites et autres	147	181
TOTAL PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	2 596	2 825

Les déficits fiscaux reportables (reconnus et non reconnus) représentent une économie potentielle d'impôts de respectivement 1154 millions d'euros et 1232 millions d'euros au 30 juin 2021 et au 30 juin 2020. Les économies potentielles d'impôts au 30 juin 2021 et au 30 juin 2020 sont relatives à des déficits fiscaux ayant les dates de péremption suivantes:

$Exercice\,2019/20$

Effet impôt sur les déficits fiscaux reportables

En millions d'euros

Années	Déficits reconnus	Déficits non reconnus
2020	0	1
2021	0	1
2022	1	4
2023	1	3
2024 et suivantes	790	192
Sans date de péremption	140	97
TOTAL	933	299

Exercice 2020/21

Effet impôt sur les déficits fiscaux reportables

En millions d'euros

Années	Déficits reconnus	Déficits non reconnus
2021	0	1
2022	0	2
2023	2	4
2024	2	2
2025 et suivantes	727	189
Sans date de péremption	182	43
TOTAL	913	241

Les passifs d'impôt exigible du Groupe se répartissent comme suit :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Autres passifs d'impôt exigible	108	166
Positions fiscales incertaines	125	117
TOTAL PASSIF D'IMPÔT EXIGIBLE	232	282

Note 3.4 Résultat par action

Les résultats nets par action de base et après dilution sont calculés à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation, déduction faite du nombre moyen pondéré des éléments dilutifs.

Le calcul du résultat par action après dilution tient compte de l'impact potentiel de l'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs (tels que les options d'achat et de souscription d'actions, les emprunts convertibles, etc.) sur le nombre théorique d'actions. Lorsque les fonds sont recueillis à la date de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs, la méthode dite « du rachat d'actions » est utilisée pour déterminer le nombre théorique d'actions à prendre en compte. Lorsque les fonds sont recueillis à la date d'émission des instruments dilutifs, le résultat net est retraité du montant net d'impôt des frais financiers relatifs à ces instruments.

Numérateur (en millions d'euros)	30.06.2020	30.06.2021
Résultat net part du Groupe	329	1 305
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	262 858 086	260 796 076
Effet dilutif des attributions d'actions de performance	1 063 687	624 364
Effet dilutif des stock-options et options de souscription	115 058	93 465
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	264 036 831	261 513 904
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action de base	1,25	5,00
Résultat net part du Groupe par action après dilution	1,24	4,99

Note 3.5 Charges par nature

Le résultat opérationnel inclut notamment les charges d'amortissement et de dépréciation ainsi que les charges de personnel suivantes :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Charges d'amortissement et de dépréciation sur immobilisations corporelles et incorporelles*	(1 314)	(441)
Salaires et charges sociales	(1 317)	(1 216)
Retraites, frais médicaux et autres avantages assimilés au titre des régimes à prestations définies	(46)	(46)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	(22)	(28)
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	(1 385)	(1 290)

^{*} Dont 999 millions d'euros de dépréciations d'actifs incorporels au 30.06.2020.

Le résultat opérationnel inclut par ailleurs 4,3 millions d'euros de charges de location relatives à des contrats à court terme, 1,7 million d'euros de charges relatives à des locations d'actifs de faible valeur et 2,1 millions d'euros de charges relatives à des loyers variables.

Note 4 Notes relatives au bilan

Note 4.1 Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée. À l'exception des actifs à durée de vie indéfinie, elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en général jusqu'à cinq ans, et sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur nette comptable. Les charges d'amortissements des immobilisations incorporelles sont comptabilisées au compte de résultat en résultat opérationnel.

Dans le cadre des activités du Groupe, conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception de certains frais de développement qui remplissent les critères de capitalisation prévus par la norme.

Mouvements de l'exercice

En millions d'euros	30.06.2019	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouvements	30.06.2020
Goodwill	5 528	199	-	(1)	21	0	5 747
Marques	12 957	227	-	0	47	0	13 230
Autres immobilisations incorporelles	452	41	-	(20)	(7)	5	471
VALEURS BRUTES	18 937	467	-	(21)	60	5	19 448
Goodwill	(137)	-	-	-	1	0	(136)
Marques	(1 408)	-	(999)	0	9	0	(2 398)
Autres immobilisations incorporelles	(318)	-	(34)	10	6	(1)	(338)
AMORTISSEMENTS/DÉPRÉCIATIONS	(1 863)	-	(1 033)	10	16	(1)	(2 872)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	17 074	467	(1 033)	(11)	76	4	16 576

Mouvements de l'exercice

En millions d'euros	30.06.2020	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouvements	30.06.2021
Goodwill	5 747	15	-	-	(139)	19	5 642
Marques	13 230	13	-	(8)	(346)	6	12 894
Autres immobilisations incorporelles	471	73	-	(42)	(2)	42	541
VALEURS BRUTES	19 448	100	-	(50)	(488)	67	19 077
Goodwill	(136)	-	-	-	(1)	(0)	(137)
Marques	(2 398)	-	(72)	7	95	(0)	(2 369)
Autres immobilisations incorporelles	(338)	-	(43)	40	2	(1)	(341)
AMORTISSEMENTS/DÉPRÉCIATIONS	(2 872)	-	(116)	46	95	(1)	(2 847)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	16 576	100	(116)	(4)	(393)	66	16 230

Goodwill

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Pour ce test, les goodwill sont ventilés par zone géographique sur la base de regroupements d'actifs à la date de chaque regroupement d'entreprises. Ces regroupements d'actifs correspondent à des ensembles d'actifs générant conjointement des flux de trésorerie identifiables et largement indépendants. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat de l'exercice.

Les *goodwill* sont principalement issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit en juillet 2008. La variation de la valeur des *goodwill* sur la période s'explique principalement par les acquisitions mentionnées en Note 1.2.1 – *Faits marquants de l'exercice – Acquisitions et cessions* ainsi que par les variations de change.

Marques

La valeur d'entrée des marques acquises est déterminée sur la base d'un calcul actuariel des profits futurs ou selon la méthode des redevances et correspond à la juste valeur des marques à la date d'acquisition. Dans la mesure où les marques du Groupe constituent des immobilisations à durée de vie indéfinie,

celles-ci ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Les marques acquises dans le cadre d'acquisition de sociétés étrangères sont libellées dans la devise fonctionnelle de l'activité acquise.

Les principales marques valorisées au bilan sont: Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell et Brancott Estate, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et Vin&Sprit. La variation de la valeur brute des marques sur la période s'explique principalement par les acquisitions mentionnées en Note 1.2.1 – Faits marquants de l'exercice – Acquisitions et cessions ainsi que par les variations de change.

Perte de valeur des actifs immobilisés

Conformément à la norme IAS 36, les actifs immobilisés incorporels ou corporels font l'objet de tests de perte de valeur dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié, et au minimum une fois par an pour les immobilisations dont la durée de vie est indéfinie (goodwill et marques).

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie identifiables. Les UGT s'identifient aux actifs liés aux marques du Groupe et sont réparties selon les trois secteurs géographiques définis par le Groupe, sur la base des destinations des produits. Concernant la prise en compte des contrats traités selon IFRS 16, la méthode simplifiée consistant à inclure la valeur nette des droits d'utilisation et des dettes de location aux différentes UGT a été retenue.

Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée selon des projections de flux de trésorerie sur une période de 19 ans. Cette durée permet de refléter les caractéristiques des marques du Groupe et de leurs actifs de production qui ont une durée de vie élevée. Les flux de trésorerie prévisionnels actualisés sont établis sur la base des budgets annuels et des plans pluriannuels, extrapolés sur les années suivantes en faisant converger progressivement la croissance de la dernière année du Plan par marque et par

marché vers le taux de croissance à l'infini. Le calcul prend en compte une valeur terminale correspondant à la capitalisation des flux de trésorerie générés la dernière année de prévision. Les hypothèses retenues en matière d'évolution des ventes et des dépenses publi-promotionnelles sont déterminées par la Direction en fonction des résultats passés et des tendances de développement à long terme des marchés concernés. La méthodologie de projection des *cash flows* intègre, au niveau du besoin en fonds de roulement et des investissements, une prise en compte des spécificités des alcools blancs et des alcools à maturation. Les évaluations de flux de trésorerie actualisés sont sensibles à ces hypothèses ainsi qu'aux modes de consommation et aux facteurs économiques.

La valeur de marché correspond au prix de cession, net des coûts de la vente, qui pourrait être obtenu lors d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché ou à des multiples de résultat observés lors de transactions récentes portant sur des actifs comparables. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs est un taux après impôt, appliqué à des flux de trésorerie après impôt et correspond au coût moyen pondéré du capital. Ce taux est la résultante de taux spécifiques pour chaque marché ou zone géographique en fonction des risques qu'ils représentent. Les hypothèses retenues en termes d'évolution du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des UGT. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou des circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux *goodwill* et aux marques, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indication de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les données et hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

	Méthode pour	Valeur nette	Valeur nette	Valeur d'utilité				
En millions d'euros	déterminer la valeur recouvrable	comptable du goodwill au 30.06.2021	goodwill au des marques		Taux d'actualisation 2021	Taux de croissance à l'infini		
Europe	Valeur d'utilité approchée	1 833	3 921	5,80 %	5,70 %	De - 1 % à + 2,5 %		
Amérique	selon la méthode des flux de	2 760	5 070	6,83 %	6,48 %	De - 1 % à + 2,5 %		
Asie/Reste du monde	trésorerie actualisés	911	1 533	7,42 %	7,24 %	De - 1 % à + 2,5 %		

Est détaillé ci-dessous le montant de l'éventuelle dépréciation additionnelle au 30 juin 2021 des *goodwill*, marques et actifs liés qui résulterait:

- d'une diminution de 50 points de base (pb) du taux de croissance de la contribution après frais publi-promotionnels;
- d'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation après impôt:

.

- d'une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation après impôt; ou
- d'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini sur la durée des plans pluriannuels.

En millions d'euros	Baisse de 50 pb du taux de croissance de la contribution après frais publi-promotionnels	Hausse de 50 pb du taux d'actualisation après impôt	Hausse de 100 pb du taux d'actualisation après impôt	Baisse de 50 pb du taux de croissance à l'infini
Europe	(0)	(4)	(86)	(1)
Amérique	0	(4)	(211)	0
Asie/Reste du Monde	(2)	(5)	(17)	(3)
TOTAL	(2)	(13)	(314)	(4)

Note 4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont détaillées par composant. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée. Cette durée d'utilité est revue régulièrement. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Constructions	15 à 50 ans
Installations, matériel et outillage	5 à 15 ans
Autres immobilisations	3 à 5 ans
Pieds de vigne	25 à 33 ans

Les charges d'amortissements des immobilisations corporelles sont comptabilisées au compte de résultat en résultat opérationnel.

Conformément aux amendements des normes IAS 41 et IAS 16, les pieds de vigne sont, depuis le 1^{er} juillet 2016, valorisés au coût d'acquisition et amortis sur leur durée d'utilité. Les produits agricoles (récoltes) restent comptabilisés selon IAS 41 à leur juste valeur diminuée des frais estimés de vente, dès lors qu'il

est possible d'obtenir un référentiel de prix fiable, par exemple en faisant référence à un marché actif. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat. Les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques sont évalués conformément à la norme IAS 16.

Conformément à la norme IFRS 16 applicable à compter du l''r juillet 2019, les droits d'utilisation sur contrats de location sont comptabilisés en immobilisation corporelle dans les catégories correspondant aux actifs sous-jacents, en contrepartie de la reconnaissance d'une dette locative. Il s'agit essentiellement de bureaux occupés par le Groupe et présentés dans la catégorie Constructions. La valeur des droits d'utilisation est déterminée à partir du montant de la dette locative, ajustée du montant des loyers payés d'avance, des coûts directs initiaux, des avantages reçus des bailleurs et, le cas échéant, des coûts de remise en état. Le droit d'utilisation relatif aux contrats de location est amorti sur la durée du contrat. Les principes comptables relatifs à la détermination de la dette locative sont détaillés en Note 4.8 – *Passifs financiers*.

Les immobilisations corporelles, droits d'utilisation compris, sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur nette comptable.

Mouvements de l'exercice

En millions d'euros	30.06.2019	Impacts IFRS 16*	01.07.2019	Acqui- sitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouve- ments	30.06.2020	Dont droits d'utili- sation
Terrains	343	53	396	3	-	0	(3)	4	399	51
Constructions	1 294	190	1 484	327	-	(19)	(23)	(1)	1 766	407
Installations techniques	2 006	11	2 017	92	-	(39)	(26)	140	2 186	41
Autres immobilisations corporelles	790	38	828	83	-	(36)	(12)	8	870	69
Immobilisations en cours	241	-	241	161	-	0	(3)	(216)	182	-
Avances et acomptes/immobilisations corporelles	8		8	19	-	-	0	(3)	24	-
VALEURS BRUTES	4 681	292	4 973	685	-	(95)	(67)	(69)	5 427	567
Terrains	(32)	-	(32)	-	(9)	0	1	0	(40)	(7)
Constructions	(537)	-	(537)	(3)	(120)	16	10	12	(621)	(67)
Installations techniques	(1 198)	-	(1 198)	(4)	(123)	35	16	2	(1 272)	(20)
Autres immobilisations corporelles	(366)	-	(366)	(1)	(67)	33	5	(3)	(399)	(25)
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	0	-	0	-
AMORTISSEMENTS/ DÉPRÉCIATIONS	(2 132)	-	(2 132)	(8)	(319)	84	32	11	(2 332)	(119)
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	2 549	292	2 841	677	(319)	(10)	(36)	(58)	3 095	448

^{*} Voir Note 1.1.2.1 des comptes et annexes consolidés de l'URD 2019/20 relative à la première application de la norme IFRS 16.

Mouvements de l'exercice

En millions d'euros	30.06.2020	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouve- ments	30.06.2021	Dont droits d'utilisation
Terrains	399	4	-	(5)	3	5	405	53
Constructions	1 766	84	-	(83)	21	49	1 838	442
Installations techniques	2 186	60	-	(118)	21	116	2 264	32
Autres immobilisations corporelles	870	80	-	(64)	18	18	923	75
Immobilisations en cours	182	217	-	(0)	2	(180)	220	-
Avances et acomptes/immobilisations corporelles	24	9	-	(0)	(0)	(26)	7	-
VALEURS BRUTES	5 427	454	-	(271)	65	(17)	5 658	602
Terrains	(40)	-	(9)	2	(1)	(0)	(48)	(13)
Constructions	(621)	-	(120)	58	(9)	3	(691)	(122)
Installations techniques	(1 272)	(0)	(127)	101	(17)	(3)	(1 317)	(15)
Autres immobilisations corporelles	(399)	(0)	(69)	50	(8)	0	(425)	(35)
Immobilisations en cours	0	-	(0)	-	0	-	(0)	-
AMORTISSEMENTS/ DÉPRÉCIATIONS	(2 332)	(0)	(325)	211	(35)	(0)	(2 481)	(186)
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	3 095	454	(325)	(60)	30	(18)	3 177	416

Note 4.3 Actifs financiers

Les actifs financiers sont composés principalement de participations du Groupe dans des sociétés non consolidées, de prêts, cautions et dépôts, de dépôts de garantie requis par la réglementation fiscale de certains pays et des actifs de régime dans le cadre des engagements de retraite (n'entrant pas dans le périmètre de IFRS 9).

Instruments de capitaux propres

Les titres non consolidés sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Les résultats de juste valeur comme les résultats de cession sont enregistrés selon l'intention du management (i) dans le compte de résultat dans la rubrique des Produits financiers/Charges financières – autres éléments financiers non courants ou (ii) en capitaux propres consolidés dans la rubrique des autres éléments du résultat global et ne sont pas recyclés en résultats.

La juste valeur est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. La juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché financier est leur cours de Bourse. Pour les autres titres non consolidés, les critères de valorisation généralement retenus sont la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

Prêts, cautions et dépôts

Les prêts, cautions et dépôts sont évalués au coût amorti.

	30.06.	30.06.2020			
En millions d'euros	Courant	Non courant	Courant	Non courant	
Actifs financiers nets					
Instruments de capitaux propres	-	93	-	286	
Autres actifs financiers	-	273	-	294	
Prêts et créances nets					
Prêts, créances et dépôts*	-	156	-	106	
Total actifs financiers non courants nets	-	522	-	685	
Instruments dérivés	12	54	8	65	
ACTIFS FINANCIERS	12	576	8	750	

^{*} Suite à l'application d'IFRS 16 à compter du 1^{er} juillet 2019, la catégorie 'Prêts, créances et dépôts' inclut des créances relatives à des contrats de location faisant l'objet de sous-locations, pour 15 millions d'euros au 30 juin 2021 (14 millions d'euros au 30 juin 2020).

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des actifs financiers, hors instruments dérivés :

Mouvements de l'exercice

En millions d'euros	30.06.2019	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouvements	30.06.2020
Autres actifs financiers	1 097	2	-	(6)	13	(832)	273
Instruments de capitaux propres	202	19	-	(2)	0	(119)	101
Prêts et créances sur participation	191	31	-	(9)	(9)	16	219
VALEURS BRUTES	1 489	52	-	(17)	4	(935)	593
Provisions autres actifs financiers	0	-	0	-	0	0	0
Provisions actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur instruments de capitaux propres	(7)	-	-	-	0	-	(7)
Provisions prêts et créances sur participation	(62)	-	-	-	(1)	0	(63)
PROVISIONS	(70)	-	0	-	(1)	0	(71)
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS NETS	1 419	52	0	(17)	3	(935)	522

Mouvements de l'exercice

En millions d'euros	30.06.2020	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouvements	30.06.2021
Autres actifs financiers	273	(0)	-	-	17	4	294
Instruments de capitaux propres	101	51	-	(1)	(2)	144	293
Prêts, cautions et dépôts	219	24	-	(11)	(6)	(119)	107
VALEURS BRUTES	593	75	-	(12)	9	28	694
Provisions autres actifs financiers	0		(0)	-	0	-	(0)
Provisions actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur instruments de capitaux propres	(7)	-	-	-	0	0	(7)
Provisions prêts, cautions et dépôts	(63)	-	(1)	-	4	59	(2)
PROVISIONS	(71)	-	(1)	-	4	59	(9)
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS NETS	522	75	(1)	(12)	13	87	684

Les autres actifs financiers au 30 juin 2021 incluent 285 millions d'euros de plan en surplus lié aux engagements sociaux par rapport à 265 millions d'euros à fin juin 2020. Cette variation est principalement liée à l'évolution des hypothèses actuarielles sur la période (cf. Note 4.7 – *Provisions*).

Les instruments de capitaux propres au 30 juin 2021 se composent principalement des titres non consolidés détenus par le Groupe, et notamment ceux de la société Jumia Technologies AG, valorisés à la juste valeur par capitaux propres pour un montant de 165 millions d'euros sur la base du dernier cours de Bourse connu au 30 juin 2021 de 25,61 euros par action (contre 4,90 euros par action au 30 juin 2020).

Note 4.4 Stocks et encours

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût (coût d'acquisition et coût de transformation, y compris les coûts indirects de production) ou de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente minoré des coûts estimés pour l'achèvement et la vente de ces stocks. La majeure partie des stocks est évaluée selon la méthode des coûts moyens pondérés. Le prix de revient des

stocks à cycle long est calculé, de façon uniforme, en incluant les coûts de distillation et de vieillissement. Ces stocks sont classés en actif courant, bien qu'une part substantielle de ceux-ci ne soit destinée à la vente qu'après un délai de stockage supérieur à un an, pour satisfaire au processus de vieillissement de certains vins et spiritueux.

La répartition des stocks et encours de production à la clôture est la suivante :

		Mouvements de l'exercice									
En millions d'euros	30.06.2019	Variation des valeurs brutes	Variation des dépréciations	Écarts de change	Autres mouvements	30.06.2020					
Matières premières	140	33	-	(5)	4	173					
Encours de biens	4 877	295	-	(40)	51	5 183					
Stocks de marchandises	505	94	-	(19)	0	580					
Produits finis	280	12	-	(7)	11	296					
VALEURS BRUTES	5 802	435	-	(71)	66	6 232					
Matières premières	(10)	-	(2)	0	0	(11)					
Encours de biens	(10)	-	(13)	0	-	(23)					
Stocks de marchandises	(13)	-	(3)	1	(1)	(16)					
Produits finis	(13)	-	(4)	1	1	(15)					
DÉPRÉCIATIONS	(46)	-	(21)	2	0	(65)					
STOCKS NETS	5 756	435	(21)	(69)	66	6 167					

Mouvements de l'exercice									
30.06.2020	Variation des valeurs brutes	Variation des dépréciations	Écarts de change	Autres mouvements	30.06.2021				
173	3	-	(1)	2	177				
5 183	214	-	85	4	5 486				
580	76	-	(10)	-	646				
296	32	-	(3)	6	331				
6 232	325	-	72	11	6 641				
(11)	-	(5)	(0)	-	(16)				
(23)	-	(5)	(0)	(1)	(29)				
(16)	-	(7)	(0)	(0)	(23)				
(15)	-	(3)	0	1	(17)				
(65)	-	(20)	(0)	-	(86)				
6 167	325	(20)	72	11	6 555				
	173 5 183 5 80 296 6 232 (11) (23) (16) (15)	30.06.2020 valeurs brutes 173 3 5 183 214 580 76 296 32 6 232 325 (11) - (23) - (16) - (15) - (65) -	30.06.2020 Variation des valeurs brutes Variation des dépréciations 173 3 - 5183 214 - 580 76 - 296 32 - 6 232 325 - (11) - (5) (23) - (5) (16) - (7) (15) - (3) (65) - (20)	30.06.2020 Variation des valeurs brutes Variation des dépréciations Écarts de change 173 3 - (1) 5 183 214 - 85 580 76 - (10) 296 32 - (3) 6 232 325 - 72 (11) - (5) (0) (23) - (5) (0) (16) - (7) (0) (15) - (3) 0 (65) - (20) (0)	30.06.2020 Variation des valeurs brutes Variation des dépréciations Écarts de change mouvements Autres mouvements 173 3 - (1) 2 5 183 214 - 85 4 580 76 - (10) - 296 32 - (3) 6 6 232 325 - 72 11 (11) - (5) (0) - (23) - (5) (0) (1) (16) - (7) (0) (0) (15) - (3) 0 1 (65) - (20) (0) -				

Au 30 juin 2021, les encours de biens sont constitués à 82 % de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

Note 4.5 Détail des créances clients et autres créances opérationnelles

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, qui correspond généralement à leur valeur nominale. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

Les créances clients et autres créances opérationnelles sont détaillées au 30 juin 2020 et au 30 juin 2021 par échéance dans les tableaux ci-dessous :

En millions d'euros	Valeur		Échu selon les échéances suivantes						
	nette comptable	Non échu	< 30 jours	De 31 à 90 jours	De 91 à 180 jours	De 181 à 360 jours	> 360 jours		
En valeur nette									
Créances clients et autres créances opérationnelles au 30.06.2020	906	675	62	79	52	24	14		
Dont dépréciation	(91)	(15)	0	(3)	(8)	(11)	(55)		
Créances clients et autres créances opérationnelles au 30.06.2021	1 126	958	109	31	10	4	14		
Dont dépréciation	(104)	(16)	(1)	(2)	(3)	(7)	(74)		

L'évolution de la dépréciation des créances clients et autres créances opérationnelles est la suivante :

En millions d'euros	2019/20	2020/21
Au 1er juillet	67	91
Dotations de l'exercice	37	26
Reprises de l'exercice	(3)	(5)
Utilisations de l'exercice	(4)	(7)
Écart de change	(5)	(1)
Au 30 juin	91	104

Au 30 juin 2021, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances échues non dépréciées; en particulier, les créances échues mais non dépréciées de plus de 12 mois n'ont pas révélé de risque de crédit complémentaire. Il n'existe pas de concentration de risques significative.

L'évolution de la dépréciation des créances clients et autres créances opérationnelles au cours des exercices 2019/20 et 2020/21 est notamment liée à une réappréciation de la recouvrabilité des créances dans le contexte de la pandémie Covid-19.

Au cours des exercices 2019/20 et 2020/21, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées de 513 millions d'euros au 30 juin 2020 et de 592 millions d'euros au 30 juin 2021. La quasi-totalité des risques et avantages ayant été transférée, les créances ont été décomptabilisées.

Actifs décomptabilisés avec implication continue

En millions d'euros	Valeur comp	table de l'impli	Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale		
Implication continue	Coût amorti	Détenu jusqu'à l'échéance	Disponible à la vente	Passifs financiers à la juste valeur		
Dépôt de garantie affacturage et titrisation	8	-	8	-	8	8

Note 4.6 Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont détaillés ci-dessous :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Avances et acomptes versés	40	39
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur les résultats	195	258
Charges constatées d'avance	66	88
Autres créances	22	28
TOTAL	323	413

Note 4.7 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables, estimées et résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés. Dans le cas où il existe une obligation potentielle résultant d'événements passés mais dont l'occurrence n'est pas probable ou dont l'estimation n'est pas fiable, ces passifs éventuels sont indiqués dans les engagements du Groupe. Les montants provisionnés sont évalués en tenant compte des hypothèses les plus probables ou en utilisant des méthodes statistiques selon la nature des obligations. Les provisions comprennent notamment :

- les provisions pour restructurations;
- les provisions pour retraites et autres avantages assimilés;
- les provisions pour litiges (fiscaux hors impôt sur les sociétés, juridiques, sociaux).

Les litiges font l'objet d'un suivi régulier, au cas par cas, par le département juridique de chaque filiale ou région ou par la Direction Juridique du Groupe et avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il devient probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation de la provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice et inscrit en résultat en « Autres produits et charges opérationnels » lorsqu'il est significatif et résulte d'une obligation du Groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date d'arrêté des comptes par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et aux coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites. Les mises au rebut d'immobilisations, dépréciations de stocks et autres actifs, ainsi que les autres coûts (déménagement, formation des personnes mutées, etc.) liés directement à des mesures de restructuration, sont également comptabilisés dans les coûts de restructuration. Les montants provisionnés, correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration, sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif.

1. Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Provisions non courantes		
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	605	477
Autres provisions pour risques et charges non courantes	310	253
Provisions courantes		
Provisions pour restructuration	101	50
Autres provisions pour risques et charges courantes	121	113
TOTAL	1 138	893

2. Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites)

Mouven	nents	de l'	exerci	ce

En millions d'euros	30.06.2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	Entrée de périmètre	Effet de change	30.06.2021
Provisions pour restructuration	101	17	59	9	(1)	-	0	50
Autres provisions courantes	121	19	11	11	(1)	-	(4)	113
Autres provisions non courantes	310	62	40	54	(20)	-	(5)	253
TOTAL DES PROVISIONS	533	99	110	74	(22)	-	(9)	416

Certaines sociétés du Groupe sont engagées dans des litiges dans le cadre normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits en Note 6.5 – *Litiges*.

Au 30 juin 2021, le montant des provisions enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 366 millions d'euros, hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Le Groupe n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La variation des « Autres provisions courantes et non courantes » sur l'exercice s'explique comme suit :

- les dotations proviennent notamment des procédures introduites contre la Société et ses filiales, dans le cadre de la marche normale de leurs affaires et de l'apparition de nouveaux risques, notamment fiscaux (hors impôt sur les sociétés);
- les reprises sont effectuées lors des paiements correspondants ou lorsque le risque est considéré comme éteint. Les reprises non utilisées concernent principalement la réévaluation ou la prescription de certains risques notamment fiscaux.

3. Provisions pour retraites

En accord avec les législations nationales, les engagements du Groupe se composent :

- d'avantages long terme postérieurs à l'emploi consentis aux employés (indemnités de départ à la retraite, retraites, frais médicaux, etc.);
- d'avantages long terme pendant l'emploi consentis aux employés.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer sont comptabilisées en charges lorsqu'elles deviennent exigibles. Le Groupe n'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est constatée au titre des régimes à cotisations définies.

Régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies, la méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour valoriser la valeur actualisée au titre des prestations définies, le coût des services rendus au cours de l'exercice et, le cas échéant, des services passés. Le calcul est effectué à chaque clôture annuelle et les données individuelles concernant les salariés sont revues au minimum tous les trois ans. Le calcul implique la prise en compte d'hypothèses économiques (taux d'inflation, taux d'actualisation) et d'hypothèses sur le personnel (principalement: augmentation moyenne des salaires, taux de rotation du personnel, espérance de vie). Les hypothèses retenues en 2018/19 et 2019/20 et leurs modalités de détermination sont détaillées ci-dessous.

Une provision est comptabilisée au bilan au titre de la différence entre la dette actuarielle des engagements y afférents (passifs actuariels) et les actifs éventuellement dédiés

à la couverture des régimes, évalués à leur juste valeur, et inclut les coûts des services passés et les pertes et gains actuariels.

Le coût des régimes à prestations définies est constitué de trois composantes, comptabilisées comme suit :

- le coût des services est comptabilisé en résultat opérationnel.
 ll comprend ;
 - le coût des services rendus au cours de la période,
 - le coût des services passés résultant de la modification ou de la réduction d'un régime, intégralement comptabilisé en résultat de la période au cours de laquelle il est intervenu,
 - les pertes et gains résultant des liquidations ;
- la composante financière, comptabilisée en résultat financier, est constituée de l'effet de désactualisation des engagements, net du rendement attendu des actifs de couverture évalué en utilisant le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation des engagements;
- les réévaluations du passif (de l'actif) sont comptabilisées en autres éléments non recyclables du résultat global, et sont constituées pour l'essentiel des écarts actuariels, à savoir la variation des engagements et des actifs de couverture due aux changements d'hypothèses et aux écarts d'expérience, ces derniers étant représentatifs de l'écart entre l'effet attendu de certaines hypothèses actuarielles appliquées aux évaluations antérieures et l'impact effectivement constaté. En fonction de la nature et des textes qui régissent les régimes dans certaines zones, si les actifs de couverture excèdent les engagements comptabilisés, les éventuels actifs générés peuvent être limités à la valeur actualisée des remboursements futurs et des diminutions de cotisations futures attendues.
- Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie :
- en France, les engagements sont composés essentiellement de régimes pour départs à la retraite (non financés) et de retraites complémentaires (pour partie financées);
- aux États-Unis et au Canada, les engagements sont composés de plans de retraite garantis aux salariés (financés) ainsi que de régimes d'assurance médicale post-emploi (non financés);
- en Irlande, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, les engagements sont essentiellement liés aux plans de retraite accordés aux salariés.

Les régimes à prestations définies concernent essentiellement les filiales situées au Royaume-Uni, en Amérique du Nord et dans le reste de l'Europe. Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle sur la base d'hypothèses variant selon les pays. Dans le cadre de ces régimes de retraite, les salariés perçoivent un capital ou une rente viagère au moment de leur départ en retraite. Ces montants sont fonction de l'ancienneté, du salaire de fin de carrière et du poste occupé par le salarié. Au 30 juin 2021, les engagements totalement ou partiellement financés représentent 5 202 millions d'euros, soit 95 % du montant total des engagements.

Certaines filiales, situées principalement en Amérique du Nord, accordent aussi à leurs salariés des couvertures maladie postérieures à l'emploi. Ces engagements ne sont pas préfinancés et sont évalués en utilisant les mêmes hypothèses que celles retenues pour les engagements de retraite des pays concernés.

Plusieurs filiales, principalement en Europe, offrent aussi à leurs salariés d'autres avantages à long terme. Ces engagements sont essentiellement des régimes de type médaille du travail.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de la provision entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 :

	30.06.2020			30.06.2021			
En millions d'euros	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	
(Actif)/Passif net comptabilisé à l'ouverture	(671)	147	(524)	196	145	341	
Charges sur l'exercice	26	5	30	54	4	58	
(Gains)/pertes actuariels (1)	916	3	919	(126)	0	(126)	
Cotisations de l'employeur	(53)	-	(53)	(47)	-	(47)	
Prestations payées directement par l'employeur	(10)	(10)	(19)	(8)	(8)	(16)	
Variation de périmètre	2	0	2	0	(0)	(0)	
Écarts de change	(14)	(1)	(15)	(17)	(1)	(18)	
(Actif)/Passif net comptabilisé à la clôture	196	145	341	52	140	192	
Montant reconnu à l'actif (2)	(265)	-	(265)	(285)	-	(285)	
MONTANT DE LA PROVISION AU PASSIF	460	145	605	337	140	477	

⁽¹⁾ Comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ».

Les gains et pertes actuariels correspondent principalement à la mise à jour d'hypothèses actuarielles et de valeurs d'actifs de couverture.

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

__ _ _ _

	30.06.2020			30.06.2021			
Charge de l'exercice En millions d'euros	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	
Avantages accumulés durant l'exercice	42	3	46	42	4	46	
Intérêts sur la provision Dont intérêts sur l'engagement Dont intérêts sur l'actif Dont intérêts sur la limitation d'actifs	(17) 118 (136) O	4 4 -	(13) 122 (136)	3 90 (87) 0	4 4 - -	7 93 (87) 0	
Frais/taxes/primes	11	-	11	8	-	8	
Impact des modifications de régimes/réductions de droits futurs	(11)	(5)	(16)	(0)	(7)	(8)	
Impact des liquidations d'engagements	-	-	-	0	-	0	
Gains/pertes actuariels	-	3	3	-	5	5	
Effet du plafond d'actif (incluant l'impact IFRIC 14)	-	-	-	-	-	-	
CHARGE/(PRODUIT) NETTE COMPTABILISÉE AU RÉSULTAT	26	5	30	54	4	58	

⁽²⁾ Cf. Note 4.3 – Actifs financiers.

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés est présentée ci-dessous :

		30.06.2020		30.06.2021			
Passif net comptabilisé au bilan En millions d'euros	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	
Variation de la valeur actuarielle des avantages a	accumulés						
Valeur actuarielle des avantages accumulés en début de période	4 965	147	5 113	5 440	145	5 584	
Avantages accumulés durant l'exercice	42	3	46	42	4	46	
Coût financier (effet de l'actualisation)	118	4	122	90	4	93	
Cotisations des employés	4	1	5	4	1	5	
Prestations versées	(257)	(10)	(268)	(257)	(8)	(265)	
Frais administratifs/primes/taxes	0	-	0	(0)	-	(0)	
Modifications de régimes/réductions de droits futurs	(11)	(5)	(16)	(1)	(7)	(8)	
Liquidations d'engagements	0	-	0	0	-	0	
(Gains)/pertes actuariels	641	6	647	(252)	5	(247)	
Écarts de conversion	(91)	(1)	(92)	251	(1)	249	
Variations de périmètre	28	0	28	1	(0)	0	
Autres							
VALEUR ACTUARIELLE DES AVANTAGES ACCUMULÉS EN FIN D'EXERCICE	5 440	145	5 584	5 318	140	5 458	
Variation de la juste valeur des actifs de régime							
Juste valeur des actifs de régime en début d'exercice	5 645	-	5 645	5 259	-	5 259	
Produit d'intérêt sur les actifs de régime	136	-	136	87	-	87	
Gains/(pertes) d'expérience sur les actifs de régime	(269)	-	(269)	(101)	-	(101)	
Cotisations des employés	4	-	4	4	-	4	
Cotisations de l'employeur	53	-	53	47	-	47	
Prestations versées	(248)	-	(248)	(249)	-	(249)	
Frais administratifs/primes/taxes	(12)	-	(12)	(9)	-	(9)	
Modifications de régimes/réductions de droits futurs	-	-	-	(1)	-	(1)	
Liquidations d'engagements	-	-	-	-	-	-	
Écarts de conversion	(77)	-	(77)	269	-	269	
Variations de périmètre	26	-	26	0	-	0	
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIME EN FIN D'EXERCICE	5 259	-	5 259	5 307	-	5 307	
Valeur actuelle des avantages financés	5 335	-	5 335	5 206	-	5 206	
Juste valeur des actifs de régime	5 259	-	5 259	5 307	-	5 307	
Déficit/(surplus) des avantages financés	77	-	77	(102)	-	(102)	
Valeur actuelle des avantages non financés	104	145	249	112	140	253	
Effet de plafonnement des actifs de régime (incluant l'impact d'IFRIC 14)	15	-	15	41	-	41	
(ACTIF)/PASSIF NET COMPTABILISÉ	196	145	341	52	140	192	

	Valeurs acti des avan cumul	tages	Juste vale actifs de i		Limitation d		Provision a	u passif	Montant re à l'ac	
Au 30.06.2021	(en millions d'euros)	%	(en millions d'euros)	%	(en millions d'euros)	%	(en millions d'euros)	%	(en millions d'euros)	%
Royaume-Uni	4 233	78 %	4 426	83 %	0	0 %	62	13 %	(255)	89 %
États-Unis	369	7 %	266	5 %	0	0 %	103	22 %	0	0 %
Canada	273	5 %	301	6 %	41	100 %	41	9 %	(28)	10 %
Irlande	295	5 %	208	4 %	0	0 %	87	18 %	(1)	0 %
France	130	2 %	13	0 %	0	0 %	117	24 %	0	0 %
Autres pays	159	3 %	93	2 %	0	0 %	67	14 %	(1)	0 %
TOTAL	5 458	100 %	5 307	100 %	41	100 %	477	100 %	(285)	100 %

 $Les \ actifs \ des \ fonds \ de \ pension \ sont \ r\'epartis \ selon \ les \ diff\'erentes \ classes \ d'actifs \ (obligations, actions, etc.) \ de \ la \ mani\`ere \ suivante :$

	30.06	5.2020	30.06	5.2021
Composition des actifs de régime	Engagements de retraite	Frais de santé & autres engagements sociaux	Engagements de retraite	Frais de santé & autres engagements sociaux
Actions	10 %	Non applicable	11 %	Non applicable
Obligations	10 %	Non applicable	11 %	Non applicable
Autres placements monétaires	1%	Non applicable	0 %	Non applicable
Actifs immobiliers	2 %	Non applicable	3 %	Non applicable
Autres	77 %	Non applicable	75 %	Non applicable
TOTAL	100 %	NON APPLICABLE	100 %	NON APPLICABLE

Au 30 juin 2021, les actifs de nature «Autres» incluent notamment la valeur de la police d'assurance souscrite avec Rothesay Life couvrant les engagements assurés dans le cadre de l'opération de *buy-in* réalisée lors de l'exercice 2019/20.

Les cotisations qui seront versées par le Groupe sur l'exercice 2021/22 au titre des avantages préfinancés sont estimées à 44 millions d'euros.

Les prestations à verser au titre des régimes à prestations définies au cours des 10 prochaines années se décomposent ainsi :

Prestations à verser dans les 10 prochaines années En millions d'euros	Engagements de retraite	Frais de santé & autres avantages sociaux
2022	266	7
2023	269	6
2024	276	6
2025	285	6
2026	302	6
2027/31	1 583	34

 $Au \, 30 \, juin \, 2020 \, et \, 30 \, juin \, 2021, les \, principales \, hypothèses \, retenues \, pour \, l'évaluation \, des \, régimes \, de \, retraite \, et \, avantages \, assimilés \, sont \, les \, suivantes \, :$

	30.06	.2020	30.06.2021		
Hypothèses actuarielles des engagements	Engagements de retraite	Frais de santé & autres avantages sociaux	Engagements de retraite	Frais de santé & autres avantages sociaux	
Taux d'actualisation	1,65 %	2,94 %	1,97 %	2,46 %	
Taux de revalorisation moyen des rentes	3,15 %	Non applicable	3,33 %	Non applicable	
Taux d'augmentation moyen des salaires	2,46 %	2,62 %	2,89 %	3,26 %	
Taux de progression des dépenses de santé					
Taux initial	Non applicable	5,72 %	Non applicable	5,18 %	
Taux ultime	Non applicable	4,64 %	Non applicable	4,00 %	

	30.06	.2020	30.06.2021		
Hypothèses actuarielles de la charge de l'exercice	Engagements de retraite	Frais de santé & autres avantages sociaux	Engagements de retraite	Frais de santé & autres avantages sociaux	
Taux d'actualisation	2,35 %	2,98 %	1,65 %	2,94 %	
Taux de revalorisation moyen des rentes	3,26 %	Non applicable	3,15 %	Non applicable	
Taux d'augmentation moyen des salaires	2,63 %	3,05 %	2,46 %	2,62 %	
Taux de progression des dépenses de santé					
Taux initial	Non applicable	6,06 %	Non applicable	5,72 %	
Taux ultime	Non applicable	4,69 %	Non applicable	4,64 %	

Hypothèses actuarielles au 30.06.2021 (engagements de retraite et autres) Par zone	Royaume-Uni	États-Unis	Canada	Pays de la zone Euro	Autres pays hors zone Euro
Taux d'actualisation	1,90 %	2,56 %	3,13 %	0,99 %	3,70 %
Taux de revalorisation moyen des rentes	3,48 %	Non applicable	Non applicable	1,67 %	1,83 %
Taux d'augmentation moyen des salaires	2,50 %	2,98 %	3,00 %	2,66 %	5,84 %
Taux de progression des dépenses de santé					
Taux initial	5,50 %	5,75 %	4,61 %	3,50 %	Non applicable
Taux ultime	5,50 %	4,00 %	3,56 %	3,50 %	Non applicable

Pour la zone Euro, le taux d'actualisation utilisé selon la duration des engagements est de :

- taux court terme (3-5 ans): 0.00% à 0.25%;
- taux moyen terme (5-10 ans) : de 0,25 % à 0,75 % ;
- taux long terme (plus de 10 ans): de 0,75 % à 1,20 %.

Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux de rendement à la date de clôture des obligations d'entreprises de première catégorie (si disponibles) ou d'État ayant une maturité compatible avec la duration estimée des engagements.

Le taux de rendement attendu des actifs correspond au taux d'actualisation, en accord avec la norme IAS 19.

La sensibilité de la dette aux variations du taux d'actualisation est présentée dans le tableau ci-dessous :

		Frais de santé & autres	
En millions d'euros	Engagements de retraite	engagements sociaux	Total
Engagements au 30.06.2021	5 318	140	5 458
Engagements au 30.06.2021 avec une baisse de 0,5 % du taux d'actualisation	5 772	151	5 923
Engagements au 30.06.2021 avec une hausse de 0,5 % du taux d'actualisation	4 916	131	5 047

Les effets d'une variation des taux d'augmentation des frais médicaux sont présentés dans le tableau ci-dessous :

		Effet de la variation	
Au titre des avantages médicaux postérieurs à l'emploi En millions d'euros	Avec taux actuel	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Sur la valeur actuelle des avantages cumulés au 30.06.2021	112	10	(8)
Sur la charge de l'exercice 2020/21	5	0	(0)

Les écarts d'expérience sur les engagements et les actifs de couverture sont détaillés ci-dessous :

	30.06.20	021
En millions d'euros	Engagements de retraite	Frais de santé & autres engagements sociaux
Montants des pertes ou (gains) d'expérience des engagements	(21)	(4)
Pourcentage par rapport aux engagements	- 0,4 %	- 3,2 %
Montants des pertes ou (gains) d'hypothèses financières des engagements	(187)	9
Pourcentage par rapport aux engagements	- 3,5 %	6,3 %
Montants des pertes ou (gains) d'hypothèses démographiques des engagements	(44)	1
Pourcentage par rapport aux engagements	- 0,8 %	0,5 %
Montants des pertes ou (gains) d'expérience des actifs de couverture	101	-
Pourcentage par rapport aux actifs de couverture	1,9 %	0,0 %
Montants des pertes ou (gains) d'expérience sur la limitation d'actifs	24	-
Pourcentage par rapport aux actifs de couverture	0,5 %	0,0 %
Duration moyenne	16,40	14,13

Note 4.8 Passifs financiers

La norme IFRS 9 portant sur les instruments financiers a remplacé la norme IAS 39 à compter du le juillet 2018. La norme IAS 32 est appliquée depuis le le juillet 2004. La norme IFRS 7 est appliquée depuis le le juillet 2007. Son amendement approuvé par l'Union européenne le 22 novembre 2011 est appliqué à compter du le juillet 2011.

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti, sur la base du taux d'intérêt effectif. Ce calcul inclut tous les frais et commissions prévus au contrat entre les parties. Selon cette méthode, les frais directement attribuables à l'acquisition de la dette financière sont comptabilisés en résultat sur la base du taux d'intérêt effectif.

Conformément à la norme IAS7 «Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés à l'actif et au passif du bilan et figurant dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés regroupent les éléments de trésorerie immédiatement disponibles ou convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie est composée de la trésorerie en banque, de la caisse, des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois et des Sicav et fonds communs de placement monétaires soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie correspondent à des placements à court terme, d'une durée inférieure à trois mois. Les découverts bancaires, étant assimilés à un financement, sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

IFRS 16 « Contrats de location »

Le Groupe détermine si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location lorsqu'il confère, à la date d'entrée en vigueur du contrat, le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie.

La dette locative est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs relatifs aux contrats. Les taux d'actualisation sont fondés sur le taux d'emprunt du Groupe auquel est ajouté un spread pour tenir compte des environnements économiques spécifiques à chaque pays, et sont estimés dans chaque devise à partir d'éléments de marché disponibles. Ils tiennent compte de la duration des contrats. Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat.

La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond à la durée non résiliable du contrat, sauf s'il est raisonnablement certain que le Groupe exercera une option de renouvellement au-delà de cette période. La probabilité d'exercice d'une option est déterminée contrat par contrat en tenant compte des intentions du management. Cette dette est ensuite calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les contrats de location sont comptabilisés dans le bilan, dès la date de commencement du contrat. Ils sont présentés en « dettes locatives » au passif avec inscription à l'actif en « immobilisations corporelles » selon la nature de l'actif sous-jacent (cf. Note 4.1 – *Immobilisations corporelles*). Les dettes locatives sont réparties en part courante et non courante sur la base des paiements futurs attendus.

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées selon l'utilisation de l'actif sous-jacent et les charges d'intérêt sont présentées dans le résultat financier.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les remboursements de dette locative sont présentés sous la rubrique « remboursements d'emprunts locatifs » au sein des flux de financement, et les paiements d'intérêts sont présentés dans la rubrique « intérêts financiers versés » au sein des flux d'exploitation.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer IFRS 16 aux contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire à neuf ou de courte durée. Ces contrats sont comptabilisés directement en charges.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des dettes locatives et des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

1. Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

	;	30.06.2020		;	30.06.2021	
En millions d'euros	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	723	8 599	9 322	70	8 787	8 857
Crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-
Titres négociables à court terme	299	-	299	7	-	7
Autres emprunts et dettes financières	81	192	273	115	108	222
Autres passifs financiers	380	192	572	122	108	229
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	1103	8 791	9 894	192	8 894	9 086
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	(3)	(40)	(44)	-	(22)	(22)
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	(3)	(40)	(44)	-	(22)	(22)
Instruments dérivés actifs en couverture d'investissement net	-	(13)	(13)	-	(43)	(43)
Instruments dérivés passifs en couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés en couverture d'investissement net	-	(13)	(13)	-	(43)	(43)
ENDETTEMENT FINANCIER APRÈS COUVERTURES	1 100	8 737	9 837	192	8 830	9 022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 935)	-	(1 935)	(2 078)	-	(2 078)
ENDETTEMENT FINANCIER NET HORS DETTE LOCATIVE	(835)	8 737	7 902	(1 886)	8 830	6 944
Dettes locatives	88	433	522	103	405	508
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(747)	9 171	8 424	(1 783)	9 235	7 452

 $L'analyse\ de\ l'évolution\ de\ l'endettement\ financier\ net\ en\ fonction\ des\ variations\ \it cash\ et\ non-\it cash\ est\ d'écrite\ ci-dessous\ :$

		Variations des flux de trésorerie	Variations	des flux sans	impact sur la tr	résorerie	
En millions d'euros	30.06.2020	Flux totaux de trésorerie	Périmètre	Effet de change	Variation de la juste valeur	Autres	30.06.2021
Emprunts obligataires	9 322	(258)	-	(223)	16	-	8 857
Crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-	-
Titres négociables à court terme	299	(292)	-	-	-	-	7
Autres emprunts et dettes financières	273	(41)	-	(10)	-	-	222
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	9 894	(591)	-	(233)	16	-	9 086
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	(44)	-	-	-	22	-	(22)
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	(44)	-	-	-	22	-	(22)
Instruments dérivés actifs en couverture économique d'investissement net	(13)	-	-	(29)	-	-	(43)
Instruments dérivés en couverture économique d'investissement net	(13)	-	-	(29)	-	-	(43)
ENDETTEMENT FINANCIER APRÈS COUVERTURES	9 837	(591)	-	(262)	38	-	9 022
Trésorerie et équivalent de trésorerie	(1 935)	(154)	-	11	-	-	(2 078)
Endettement financier net hors dette locative	7 902	(745)	-	(251)	38	-	6 944
Dettes locatives	522	(97)	-	2	-	81	508
ENDETTEMENT FINANCIER NET	8 424	(842)	-	(249)	38	81	7 452

2. Répartition de l'endettement hors dettes locatives par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2020 et au 30 juin 2021

30.06.2020 <i>En millions d'euros</i>	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	5 635	(515)	5 120	(1 322)	3 797	52 %	48 %
USD	4 214	621	4 835	(60)	4 774	49 %	60 %
GBP	-	(96)	(96)	(37)	(134)	-1%	- 2 %
SEK	3	(124)	(122)	(31)	(152)	- 1 %	- 2 %
Autres devises	42	58	101	(485)	(384)	1%	- 5 %
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	9 894	(57)	9 837	(1 935)	7 902	100 %	100 %

30.06.2021 <i>En millions d'euros</i>	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	5 350	135	5 484	(1 273)	4 211	61 %	61 %
USD	3 677	(119)	3 558	(36)	3 522	39 %	51 %
GBP	-	12	12	(30)	(18)	0 %	0 %
SEK	2	(72)	(70)	(38)	(108)	- 1 %	- 2 %
Autres devises	57	(19)	37	(700)	(663)	0 %	- 10 %
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	9 086	(64)	9 022	(2 078)	6 944	100 %	100 %

3. Répartition de la dette hors dettes locatives à taux fixe/taux variable avant et après prise en compte des instruments de couverture de taux au 30 juin 2020 et 30 juin 2021

		30.06.2	2020			30.06.	2021	
En millions d'euros		ette avant ouverture		ette après ouverture		ette avant ouverture		ette après ouverture
Dette fixe	9 146	93 %	8 431	86 %	8 975	99 %	8 302	92 %
Dette variable encadrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette variable	691	7 %	1 406	14 %	47	1 %	720	8 %
ENDETTEMENT FINANCIER APRÈS COUVERTURE PAR NATURE DE TAUX	9 837	100 %	9 837	100 %	9 022	100 %	9 022	100 %

Au 30 juin 2021 avant toute couverture, 99% de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 1% à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 8%.

4. Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2021

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux figés au 30 juin 2020 et au 30 juin 2021.

30.06.2020 En millions d'euros	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(9 804)	(336)	(673)	(1 378)	(753)	(1 038)	(1 688)	(3 939)
Intérêts	-	(1 740)	(119)	(127)	(217)	(142)	(127)	(118)	(862)
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(9 894)	(11 544)	(455)	(799)	(1 595)	(895)	(1 165)	(1 806)	(4 801)
DETTES LOCATIVES	(522)	(599)	(40)	(49)	(97)	(75)	(56)	(49)	(233)
Cross currency swaps	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(24)	(25)	(23)	(2)	-	-	-	-	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS	(24)	(25)	(23)	(2)	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	(10 440)	(12 169)	(518)	(851)	(1 692)	(970)	(1 221)	(1 854)	(5 034)
30.06.2021 En millions d'euros	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
			< 6 mois (63)		1 à 2 ans (690)	2 à 3 ans (1 017)	3 à 4 ans (1 667)	4 à 5 ans (1 122)	> 5 ans (4 442)
En millions d'euros		contractuels		12 mois					
En millions d'euros Nominal		contractuels (9 061)	(63)	12 mois (60)	(690)	(1 017)	(1 667)	(1 122)	(4 442)
En millions d'euros Nominal Intérêts ENDETTEMENT	au bilan	(9 061) (1 856)	(63) (87)	(60) (95)	(690) (168)	(1 017) (154)	(1 667) (144)	(1 122) (119)	(4 442) (1 088)
Nominal Intérêts ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	au bilan (9 086)	(9 061) (1 856) (10 917)	(63) (87) (151)	(60) (95) (155)	(690) (168) (858)	(1 017) (154) (1 171)	(1 667) (144) (1 811)	(1 122) (119) (1 241)	(4 442) (1 088) (5 531)
Nominal Intérêts ENDETTEMENT FINANCIER BRUT DETTES LOCATIVES	au bilan (9 086)	(9 061) (1 856) (10 917)	(63) (87) (151)	(60) (95) (155)	(690) (168) (858)	(1 017) (154) (1 171)	(1 667) (144) (1 811)	(1 122) (119) (1 241)	(4 442) (1 088) (5 531)
En millions d'euros Nominal Intérêts ENDETTEMENT FINANCIER BRUT DETTES LOCATIVES Cross currency swaps	au bilan (9 086)	(9 061) (1 856) (10 917) (572)	(63) (87) (151) (42)	(60) (95) (155) (69)	(690) (168) (858) (90)	(1 017) (154) (1 171) (66)	(1 667) (144) (1 811) (56)	(1 122) (119) (1 241) (47)	(4 442) (1 088) (5 531)
En millions d'euros Nominal Intérêts ENDETTEMENT FINANCIER BRUT DETTES LOCATIVES Cross currency swaps Flux à payer	au bilan (9 086)	(9 061) (1 856) (10 917) (572)	(63) (87) (151) (42)	(60) (95) (155) (69)	(690) (168) (858) (90)	(1 017) (154) (1 171) (66)	(1 667) (144) (1 811) (56)	(1 122) (119) (1 241) (47)	(4 442) (1 088) (5 531)
En millions d'euros Nominal Intérêts ENDETTEMENT FINANCIER BRUT DETTES LOCATIVES Cross currency swaps Flux à payer Flux à recevoir	(9 086) (508)	(9 061) (1 856) (10 917) (572)	(63) (87) (151) (42)	(60) (95) (155) (69)	(690) (168) (858) (90)	(1 017) (154) (1 171) (66)	(1 667) (144) (1 811) (56)	(1 122) (119) (1 241) (47)	(4 442) (1 088) (5 531) (202)

5. Lignes de crédit

Au 30 juin 2021, les lignes de crédit sont principalement composées du crédit syndiqué multidevise de 2 500 millions d'euros et d'une ligne bilatérale de 600 millions d'euros. Ces lignes de crédit ne font pas l'objet de tirages.

6. Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan au 30.06.2021 En millions d'euros
800 M USD	4,25 %	12.01.2012	15.07.2022	696
500 M EUR	1,88 %	28.09.2015	28.09.2023	506
500 M EUR	0,00 %	24.10.2019	24.10.2023	499
650 M EUR	2,13 %	29.09.2014	27.09.2024	659
250 M EUR	1,13 %	27.04.2020	07.04.2025	253
750 M EUR	1,13 %	01.04.2020	07.04.2025	746
600 M EUR	1,50 %	17.05.2016	18.05.2026	599
600 MUSD	3,25 %	08.06.2016	08.06.2026	509
500 M EUR	0,50 %	24.10.2019	24.10.2027	499
600 M USD	1,25 %	01.10.2020	01.04.2028	502
250 M EUR	1,75 %	27.04.2020	08.04.2030	264
750 M EUR	1,75 %	01.04.2020	08.04.2030	747
900 M USD	1,63 %	01.10.2020	01.04.2031	751
500 M EUR	0,88 %	24.10.2019	24.10.2031	495
850 M USD	5,50 %	12.01.2012	15.01.2042	720
500 M USD	2,75 %	01.10.2020	01.10.2050	409
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES				8 857

7. Compensation d'actifs et de passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les montants des actifs financiers et passifs financiers avant et après compensation.

Les montants compensés au bilan ont été établis selon les critères de la norme IAS 32. Ainsi, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, et s'il a l'intention de régler le montant net. Les actifs et passifs compensés proviennent du *cash pooling* multidevise mis en place au sein du Groupe.

Au 30.06.2020 En millions d'euros	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impacts des conventions cadres de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets selon la norme IFRS 7
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 125	(190)	1 935	-	-	-
Passif						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	786	(190)	596	-	-	-

30.06.2021 En millions d'euros	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impacts des conventions cadres de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets selon la norme IFRS 7
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 290	(212)	2 078	-	-	-
Passif						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	441	(212)	229	-	-	-

Note 4.9 Instruments financiers

1. Juste valeur des instruments financiers

		Ventilat	tion par classi	ptable	30.06.2020		
En millions d'euros	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	-	93	-	-	93	93
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations		-	-	156	-	156	156
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	906	-	906	906
Autres actifs courants	Niveau 2	-	-	323	-	323	323
Instruments dérivés actifs	Niveau 1	53	13	-	-	66	66
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 935	-	-	-	1 935	1 935
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	9 322	9 322	9 749
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	572	572	572
Dette locative		-	-	-	522	522	522
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	24	-	-	-	24	24

		Ventilat	tion par classi	ptable	30.06.2021		
En millions d'euros	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	-	286	-	-	286	286
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations		-		106	-	106	106
Créances clients et autres créances opérationnelles		-		1 126	-	1 126	1 126
Autres actifs courants		-		413	-	413	413
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	29	43	-	-	72	72
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	2 078	-	-	-	2 078	2 078
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	8 857	8 857	9 399
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	229	229	229
Dette locative		-	-	-	508	508	508
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	6	-	-	-	6	6

Les méthodes utilisées sont les suivantes:

- dette: la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable;
- emprunts obligataires: la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur en utilisant le cours de cotation;
- autres passifs financiers à long terme: la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture;
- instruments dérivés: la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

- niveau l: juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif:
- niveau 2: juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1);
- niveau 3: juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

En application de la norme IFRS 13, les dérivés ont été valorisés en prenant en compte le calcul de la *credit valuation adjustment* (CVA) et de la *debt valuation adjustment* (DVA). L'évaluation est basée sur les données historiques (*rating* de nos banques contreparties et probabilité de défaut). Au 30 juin 2021, l'impact est non significatif.

2. Gestion des risques

Le suivi et la gestion des risques financiers sont assurés par la Direction des Financements et de la Trésorerie. Rattachée à la Direction Financière du Groupe, elle supervise l'ensemble des expositions financières et traite ou valide toutes les opérations de financement, placement et couverture, dans le cadre d'un programme accepté par la Direction Générale.

Tous les instruments financiers utilisés couvrent des transactions existantes, prévisionnelles ou des investissements. Ils sont contractés avec un nombre limité de contreparties disposant d'une notation de premier rang.

Gestion du risque de liquidité

Au 30 juin 2021, la trésorerie du Groupe s'élève à 2078 millions d'euros (contre 1935 millions d'euros au 30 juin 2020) auxquels s'ajoute un montant de 3360 millions d'euros de lignes de crédit bancaire renouvelable à moyen terme confirmées et non utilisées. Le financement du Groupe est assuré par un endettement à long terme (emprunts bancaires et obligataires), des financements court terme (titres négociables à court terme et découverts bancaires), ainsi que les programmes d'affacturage et de titrisation, permettant d'assurer des ressources financières suffisantes pour la continuité de son activité. Le Groupe a par ailleurs mis en place en mai 2020 un Programme EMTN (Euro Medium Term Note) de 7 milliards d'euros. L'endettement financier court terme du Groupe après couvertures s'élève à 349 millions d'euros au 30 juin 2021 (contre 1100 millions d'euros au 30 juin 2020).

Bien que le Groupe n'identifie pas d'autre besoin significatif, dans un contexte économique incertain, il ne peut pas être totalement garanti que le Groupe puisse continuer à accéder aux financements ou refinancements nécessaires à son exploitation courante et à ses investissements à des conditions satisfaisantes.

Les notations de crédit à long et court termes sollicitées par Pernod Ricard auprès des agences de notation sont respectivement Baal/P2 chez Moody's et BBB+/A2 chez Standard & Poor's.

Les documentations de crédit bancaire et obligataire prévoient des engagements et un ratio financier qui, s'ils ne sont pas respectés, pourraient donner lieu à une accélération des remboursements. Au 30 juin 2021, le Groupe respecte le ratio auquel il est soumis dans le cadre de son crédit syndiqué: ratio de solvabilité (Dette Nette totale convertie au taux moyen/EBITDA consolidé) inférieur ou égal à 5,25.

Par ailleurs, bien que les excédents de trésorerie du Groupe soient placés, pour une très large majorité, auprès de succursales de banques bénéficiant des meilleures notations, il ne peut pas être exclu que les placements du Groupe perdent une partie de leur liquidité et/ou de leur valeur.

Le système de contrôle des changes en place dans certains pays limite les capacités d'utilisation du *cash* par le Groupe (impossibilité de placement auprès du Groupe) et, dans certains cas, retarde les possibilités de paiement de dividendes (nécessité d'une autorisation administrative notamment à Cuba). Au 30 juin 2021, le montant de la trésorerie à disponibilité ralentie s'élève à 138 millions d'euros dont 135 millions d'euros s'agissant de Cuba. La réforme d'unification monétaire ayant conduit à remplacer le peso convertible (CUC) par le peso cubain (CUP) à partir du le janvier 2021 est sans impact matériel sur les comptes du groupe au 30 juin 2021.

Les clauses particulières des contrats de financement ainsi que l'échéancier des passifs financiers sont respectivement présentés dans la partie « Contrats importants » du rapport de gestion et dans la Note 4.8 – *Passifs financiers* de l'annexe aux comptes consolidés.

Gestion du risque de change

Le Groupe, consolidant ses états financiers en euro, est exposé aux fluctuations contre l'euro des devises dans lesquelles sont libellés ses actifs et passifs (risque patrimonial) et sont réalisées ses opérations (risques de transaction et de conversion des résultats).

Si certaines stratégies de couverture permettent de limiter les expositions, il n'y a pas de protection absolue contre l'impact des variations de change.

En matière de risque de change patrimonial, la mise en place de financements d'actifs en devises étrangères acquis par le Groupe dans la même devise permet de créer une couverture naturelle. Ce principe a été mis en œuvre lors de l'acquisition des actifs de Seagram, d'Allied Domecq et de Vin&Sprit via la mise en place d'une partie de la dette libellée en dollar américain reflétant l'importance des cash flows générés en dollar ou devises liées.

La variation des devises par rapport à l'euro (notamment le dollar américain) peut impacter le montant nominal des dettes et le montant des frais financiers publiés dans les comptes consolidés en euro et détériorer le résultat du Groupe.

En matière de risque de change opérationnel, le Groupe est confronté, de par son exposition internationale, à des risques de change liés à des transactions opérées par des filiales dans une monnaie différente de leur monnaie de fonctionnement (risque comptable de transaction).

La politique du Groupe est, sauf exception, de facturer les clients finaux dans la devise fonctionnelle de l'entité distributrice. Les expositions de change liées aux facturations intragroupe entre les filiales productrices et distributrices sont gérées dans le cadre d'un processus mensuel de centralisation et de compensation auquel participe la majorité des pays dont les devises sont librement convertibles et transférables et dont la législation interne autorise la participation. Ce système couvre les expositions nettes via des opérations de change à terme.

Le risque résiduel est couvert en partie par des instruments financiers dérivés (achats à terme, ventes à terme ou achats d'options) destinés à couvrir des créances et des dettes hors Groupe, certaines ou hautement probables.

Par ailleurs, le Groupe peut mettre en place des couvertures fermes ou optionnelles visant à réduire l'impact de la variation des changes sur ses activités opérationnelles dans certaines Sociétés de Marques réalisant des achats importants dans une devise autre que l'euro, notamment l'USD, le GBP et le SEK ou afin de sécuriser la remontée des dividendes.

Gestion des risques de taux

Au 30 juin 2021, la dette du groupe Pernod Ricard est composée de dettes à taux variables (essentiellement des Titres négociables à court terme et autres crédits bancaires) et de dettes à taux fixes (essentiellement des dettes obligataires) auxquelles il convient de rajouter un portefeuille de couverture comprenant des *swaps* en dollar américain.

Le Groupe ne peut garantir ni que ces couvertures s'avéreront suffisantes ni qu'il sera en mesure de les maintenir à des conditions acceptables.

Échéancier de la dette et des couvertures à taux variable EUR (valeur notionnelle)

Au 30.06.2021 En millions d'euros	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total
Total actifs (trésorerie)	1 273	-	-	1 273
Total passifs à taux variable	(35)	3	(O)	(32)
POSITION NETTE VARIABLE AVANT COUVERTURE	1 238	3	(0)	1 241
Instruments financiers dérivés	(177)	43	-	(135)
POSITION NETTE VARIABLE APRÈS COUVERTURE	1 061	46	(0)	1 107

Échéancier de la dette et des couvertures à taux variable USD (valeur notionnelle)

Au 30.06.2021 En millions d'euros	< 1 an	>1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total
Total actifs (trésorerie)	36	-	-	36
Total passifs à taux variable	(49)	(17)	-	(65)
POSITION NETTE VARIABLE AVANT COUVERTURE	(12)	(17)	-	(29)
Instruments financiers dérivés	98	(652)	-	(554)
POSITION NETTE VARIABLE APRÈS COUVERTURE	85	(668)	-	(583)

Analyse de sensibilité des instruments financiers au risque de taux (impact sur le compte de résultat)

Une hausse ou une baisse de 50 points de base des taux d'intérêt (USD et EUR) conduirait à une augmentation ou une diminution de 5 millions d'euros du coût de la dette financière nette.

Analyse de sensibilité des instruments financiers au risque de taux (impact sur les capitaux propres)

Une variation relative de plus ou moins 50 points de base des taux d'intérêt (USD et EUR) ne générerait pas de gain ou de perte sur les capitaux propres.

Analyse de sensibilité des instruments financiers en couverture des risques sur les matières premières agricoles (impact sur les capitaux propres)

Au 30 juin 2021, la sensibilité du portefeuille est non significative.

Risque de contrepartie sur opérations financières

Le Groupe pourrait être exposé sur des placements de trésorerie, des valeurs d'instruments de couverture ou la disponibilité de financements confirmés non tirés en cas de défaillance d'une contrepartie. Afin de limiter cette exposition, le Groupe effectue une sélection rigoureuse de ses contreparties en fonction de plusieurs critères, dont les notations d'agences et selon les échéances des transactions.

Toutefois, aucune assurance ne peut être donnée que cette sélection rigoureuse est suffisante pour protéger le Groupe contre ce type de risque, en particulier dans l'environnement économique actuel.

Note 4.10 Dérivés de taux, dérivés de change et dérivés de matières premières

En application de la norme IFRS 9 révisée « Instruments financiers », tous les instruments dérivés doivent être reflétés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base de modèles d'évaluation reconnus sur le marché ou de cotations externes d'établissements financiers.

Si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de juste valeur, les variations de valeur du dérivé et de l'élément couvert, pour le risque couvert, sont enregistrées en résultat sur la même période. Si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de flux de trésorerie, la variation de valeur de la partie « efficace » du dérivé est enregistrée dans les capitaux propres. Elle est constatée en résultat lorsque l'élément couvert est lui-même comptabilisé en résultat. En revanche, la variation de valeur de la partie « inefficace » du dérivé est enregistrée directement en résultat. Si l'instrument dérivé est désigné comme une couverture d'un investissement net en monnaie étrangère, la variation de valeur de la partie « efficace » de l'instrument dérivé est enregistrée dans les capitaux propres et la variation de la partie considérée comme « inefficace » est comptabilisée en résultat.

Instruments de couverture (par catégorie de risques et nature de couverture)

	Description —	Mon	tant notionn	el des contra	ats	Juste va	aleur
Type de couverture au 30.06.2020 En millions d'euros	de l'instrument financier	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total	Actif	Passif
Couverture de juste valeur						44	_
Couverture de risque de taux	Swaps	357	536	179	1 072	44	-
Couverture de risque de change et de taux	Cross currency swaps	-	-	-	-	-	-
Couverture en investissement net						13	-
Couverture de risque de change	NDF & FX options	-	-	-	-	-	-
Couverture de risque de change et de taux	Cross currency swaps	-	460	-	460	13	-
INSTRUMENTS DÉRIVÉS INCLUS DANS LE CALCUL DE L'ENDETTEMENT NET						57	-
Couverture de flux de trésorerie						0	3
Couverture de risque de taux	Swaps	179	-	-	179	-	3
Couverture de risque de change sur les financements intragroupes et couvertures opérationnelles	<i>Swaps</i> de change	38	-	-	38	0	0
Couverture de risque de matières premières	Forward	7	2	-	9	0	0
Hors comptabilité de couverture						9	21
Couverture de risque de change sur les financements intragroupes et couvertures opérationnelles	Swaps de change & FX Forward	1 821	-	-	1 821	4	10
Couverture de risque de taux	Swaps	1 250	-	-	1 250	5	11
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS						66	24
TOTAL NON COURANT						54	0
TOTAL COURANT						12	24

___ 6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

	Description —	Mon	tant notionn	el des contra	ats	Juste va	aleur
Type de couverture au 30.06.2021 En millions d'euros	de l'instrument financier	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total	Actif	Passif
Couverture de juste valeur						22	-
Couverture de risque de taux	Swaps	-	673	-	673	22	-
Couverture de risque de change et de taux	Cross currency swaps	-	-	-	-	-	-
Couverture en investissement net						43	-
Couverture de risque de change	FX Forwards	-	-	-	-	-	-
Couverture de risque de change et de taux	Cross currency swaps	-	460	-	460	43	-
INSTRUMENTS DÉRIVÉS INCLUS DANS LE CALCUL DE L'ENDETTEMENT NET						64	-
Couverture de flux de trésorerie						2	0
Couverture de risque de taux	Swaps	-	-	-	-	-	-
Couverture de risque de change sur les financements intragroupes et couvertures opérationnelles	Swaps de change & FX Forwards & FX Options	20	-	-	20	1	-
Couverture de risque de matières premières	Swaps	17	-	-	17	2	0
Hors comptabilité de couverture						6	6
Couverture de risque de change sur les financements intragroupes et couvertures opérationnelles	Swaps de change & FX Forward	1 494		-	1 494	6	6
Couverture de risque de taux	Swaps	-	-	-	-	-	-
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS						72	6
TOTAL NON COURANT						65	0
TOTAL COURANT						8	6

Le montant notionnel des contrats représente la valeur nominale des contrats. Concernant les *cross currency swaps*, les montants notionnels libellés en devises étrangères sont exprimés en euros au cours traité. Pour les autres instruments, les montants notionnels libellés en devises étrangères sont exprimés en euro au taux de clôture. Les valeurs de marché estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés financiers et les méthodes d'évaluation appropriées selon le type d'instruments. Ces méthodes de valorisation donnent des résultats cohérents par rapport aux valorisations fournies par les contreparties bancaires.

Les instruments de couverture du Groupe au 30 juin 2021 ne présentent pas d'inefficacité.

Éléments couverts (par catégorie et type de couverture)

Type de couverture au 30.06.2020	Valeur con de l'élément		Cumul des ajustements de FVH inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Poste du bilan dans lequel l'élément couvert est CFH		Variation de juste valeur des dérivés	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif	inclus	Réserves	CFH en OCI	
FAIR VALUE HEDGE (FVH)								
Risque de taux d'intérêt								
Emprunts obligataires taux fixes couverts	-	1 087	44	-	Emprunts obligataires	N/A	N/A	
Arrêt de couverture	-	-	5	11	Emprunts obligataires	N/A	N/A	
Risque de change								
Engagement ferme	-	-	-	-	-	N/A	N/A	
CASH FLOW HEDGE (CFH)								
Risque de taux d'intérêt								
Taux variables des emprunts obligataires	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	(3)	0	
Arrêt de couverture	-	-	-	-	N/A	(6)	11	
Risque de change								
Couverture des ventes futures en devises	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	(0)	0	
Arrêt de couverture	-	-	-	-	N/A	-	-	
Risque de matières premières								
Couverture de risque de matières premières	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0	(0)	
NET INVESTMENT HEDGE (NIH)								
Actifs nets couverts	447	-	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Arrêt de couverture	-	-	-	-	N/A	-	-	

N/A : Non applicable.

Type de couverture au 30.06.2021	Valeur con de l'élément		Cumul des ajustements de FVH inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Poste du bilan dans lequel l'élément couvert est	ans lequel l'élément	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif	inclus	Réserves	des dérivés CFH en OCI
FAIR VALUE HEDGE (FVH)							
Risque de taux d'intérêt							
Emprunts obligataires taux fixes couverts	-	682	22	-	Emprunts obligataires	N/A	N/A
Arrêt de couverture	_	-	-	-	Emprunts obligataires	N/A	N/A
Risque de change							
Engagement ferme	-	-	-	-	-	N/A	N/A
CASH FLOW HEDGE (CFH)							
Risque de taux d'intérêt							
Taux variables des emprunts obligataires	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	-	3
Arrêt de couverture	-	-	-	-	N/A	(6)	-
Risque de change							
Couverture des ventes futures en devises	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1	1
Arrêt de couverture	-	-	-	-	N/A	-	-
Risque de matières premières							
Couverture de risque de matières premières	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1	1
NET INVESTMENT HEDGE (NIH)							
Actifs nets couverts	421	-	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Arrêt de couverture	-	-	-	-	N/A	-	-

N/A : Non applicable.

Note 4.11 Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés ci-dessous :

En millions d'euros 30.06.2	.020	30.06.2021
Dettes fiscales et sociales	628	718
Autres passifs courants	388	416
TOTAL 1	016	1 134

Les autres passifs courants au 30 juin 2021 sont principalement composés des 347 millions d'euros d'acompte sur dividendes mis en paiement le 9 juillet 2021. La majorité de ces autres passifs courants présente une échéance inférieure à un an.

Note 4.12 Actifs destinés à être cédés et passifs liés

Le Groupe ne détient pas d'actifs ou de passifs destinés à la vente significatifs selon les termes d'IFRS 5 au 30 juin 2021.

Note 5 Notes sur le tableau des flux de trésorerie

1. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de $\pm 54\,\mathrm{millions}$ d'euros. Sa variation se décompose comme suit :

- augmentation des stocks: +305 millions d'euros;
- augmentation des créances d'exploitation: +231 millions d'euros;
- augmentation des dettes d'exploitation et autres: (500) millions d'euros;
- autres mouvements: +18 millions d'euros.

L'augmentation des stocks est liée à la constitution de stocks de produits à vieillissement pour répondre à la demande future.

2. Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités

Les acquisitions d'immobilisations financières et d'activités nettes des cessions ont généré un impact de (116) millions d'euros, principalement lié aux acquisitions et cessions d'activités de la période, notamment liées aux opérations décrites dans le paragraphe 2.1 de la Note 1.2 – *Faits marquants de la période*.

3. Souscription/remboursement d'emprunts

Le groupe Pernod Ricard a procédé au cours de l'exercice à des émissions d'emprunts pour 1788 millions d'euros et à des remboursements d'emprunts pour 2379 millions d'euros. Ces mouvements correspondent principalement aux souscriptions et remboursements d'emprunts obligataires tels que décrits dans le paragraphe 2.2 de la Note 1.2 – Faits marquants de la période.

Par ailleurs, le Groupe a diminué l'encours des Titres négociables à court terme pour 292 millions d'euros.

Le Groupe a également versé 110 millions d'euros au titre de ses dettes locatives, dont 97 millions d'euros relatifs au remboursement du nominal et 12 millions d'euros relatifs à des paiements d'intérêts présentés dans les flux opérationnels.

Note 6 Informations complémentaires

Note 6.1 Capitaux propres

1. Capital social

Le Groupe a procédé en juillet 2020 à une réduction de capital par l'annulation de $3\,545\,032$ actions, précédemment autodétenues et notamment acquises dans le cadre de l'exécution du programme de rachat d'actions du Groupe. Suite à cette opération, le capital est porté à $405\,908\,668$ euros, divisé en $261\,876\,560$ actions de 1,55 euro chacune :

	Nombre de titres	Montant en millions d'euros
Capital social au 30.06.2020	265 421 592	411
Capital social au 30.06.2021	261 876 560	406

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées pour une valeur nominale de 1,55 euro. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de 10 ans, acquièrent un droit de vote double.

2. Titres autodétenus

Les actions propres sont comptabilisées à l'acquisition en diminution des fonds propres et les variations de valeur ne sont pas enregistrées. Lorsque les actions d'autocontrôle sont cédées, toute différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur au jour de la cession est enregistrée en variation des capitaux propres et ne contribue pas au résultat de la période.

Au 30 juin 2021, Pernod Ricard et ses filiales contrôlées détenaient 1 005 331 titres Pernod Ricard pour une valeur de 133 millions d'euros. Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

Dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions ou d'attributions d'actions gratuites, Pernod Ricard SA détient directement (autodétention) ou indirectement (calls ou options de réméré) les actions qui pourraient être attribuées en cas de levée d'option dans le cas de plans de stock-options ou d'atteinte de performances dans le cas d'actions gratuites.

3. Acompte sur dividende

Le Conseil d'Administration du 21 avril 2021 a décidé de verser un acompte sur dividende de 1,33 euro par action au titre de l'exercice 2020/21, soit un montant total de 347 millions d'euros. Cet acompte a été mis en paiement le 9 juillet 2021 et a été comptabilisé en autres passifs courants au bilan du 30 juin 2021.

4. Gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans une optique d'optimisation du coût du capital et de la rentabilité pour ses actionnaires, de sécurité pour l'ensemble de ses contreparties et de maintien d'une bonne notation. Dans ce contexte, le Groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital, procéder au rachat d'actions propres, autoriser des plans de paiement fondés sur actions.

5. Contrat de liquidité

Le 24 mai 2012, la société Pernod Ricard SA a confié à la société Rothschild & Cie Banque la mise en œuvre d'un contrat de liquidité pour une durée de 12 mois avec effet au 1er juin 2012. Il est renouvelable par tacite reconduction par périodes successives de 12 mois. Ce contrat est conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers et approuvée par la décision de l'Autorité des marchés financiers du 21 mars 2011.

Pour la mise en œuvre de ce contrat de liquidité, a été affectée la somme de 5 millions d'euros.

Note 6.2 Paiements fondés sur des actions

Le Groupe applique la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » aux transactions dont le paiement et le règlement sont fondés sur des actions.

En application de cette norme, les options de souscription ou d'achat d'actions et les actions de performance accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette juste valeur a été déterminée en utilisant des modèles de valorisation en fonction des caractéristiques du plan et des données de marché à la date d'attribution et sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction du Groupe.

Description des plans de rémunération basée sur actions

Le Groupe accorde aux cadres à haut niveau de responsabilité, aux cadres clés du Groupe et aux Managers à potentiel des plans de *stock-options* et d'actions de performance. Tous les plans sont dénoués en actions (*equity-settled*).

Au cours de l'exercice 2020/21, trois plans d'attribution ont été mis en place le 27 novembre 2020 :

- un plan de *stock-options* incluant une condition de performance basée sur le positionnement de la performance globale de l'action Pernod Ricard (TSR ⁽¹⁾) comparée à la performance globale d'un Panel de 12 pairs sur la période du 27 novembre 2020 au 27 novembre 2023 inclus (trois ans) et une condition de présence à quatre ans ;
- un plan d'actions de performance incluant un critère basé sur la moyenne du niveau d'atteinte du Résultat Opérationnel Courant par rapport au budget, évalué sur trois exercices consécutifs incluant celui au cours duquel les actions ont été attribuées et une condition de présence à l'acquisition (quatre ans);
- un plan d'actions de performance incluant une condition de performance basée sur le positionnement de la performance globale de l'action Pernod Ricard (TSR ⁽ⁱ⁾) comparée à la performance globale d'un Panel de 12 pairs sur la période du 27 novembre 2020 au 27 novembre 2023 inclus (trois ans) et une condition de présence à quatre ans.

___ 6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

La charge constatée pour les options/actions acquises ou en cours d'acquisition durant l'exercice (période du l^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021) est décrite ci-dessous :

Stock-options	Nature des options	Présence de condition de performance	Nombre de bénéficiaires	Point de départ de l'exercice des options	Date d'expiration	Prix de souscription ou d'achat (en euro)	Options en circulation au 30.06.2021	Charge de stock-options pour l'exercice 2020/21 (en milliers d'euros)
		Avec						
Plan du 17.11.2016	Achat	condition	16	18.11.2020	17.11.2024	105,81 €	75 872	115
		Avec						
Plan du 09.11.2017	Achat	condition	15	10.11.2021	09.11.2025	126,53 €	77 253	465
		Avec						
Plan du 21.11.2018	Achat	condition	15	22.11.2022	21.11.2026	137,78 €	103 629	495
		Avec						
Plan du 08.11.2019	Achat	condition	14	09.11.2023	08.11.2027	162,79 €	125 578	741
		Avec						
Plan du 27.11.2020	Achat	condition	14	28.11.2024	27.11.2028	154,11 €	136 711	474

Actions de performance	Nature des actions	Présence de condition de performance	Nombre de bénéficiaires	Acquisition des actions à partir de	Disposition des actions à partir de	Actions en circulation au 30.06.2021	Charge d'actions pour l'exercice 2020/21 (en milliers d'euros)
Plan du 17.11.2016	Gratuites	Avec conditions	997	18.11.2020	18.11.2020	0	3 104
Fiail uu 17.11.2010	Gratuites	Conditions	331	16.11.2020	16.11.2020	0	3 104
			_	33 % 18.11.2017	33 % 18.11.2019		
Plan du 17.11.2016	Gratuites	Sans condition	6	33 % 18.11.2018	33 % 18.11.2020	0	O ⁽¹⁾
				33 % 18.11.2019	33 % 18.11.2021		
Plan du 09.11.2017	Gratuites	Avec conditions	1 000	10.11.2021	10.11.2021	186 345	4 541
Plan du 21.11.2018	Gratuites	Avec conditions	958	22.11.2022	22.11.2022	192 817	5 536
Plan du 08.11.2019	Gratuites	Avec conditions	820	09.11.2023	09.11.2023	166 420	5 552
Plan du 27.11.2020	Gratuites	Avec conditions	754	28.11.2024	28.11.2024	267 666	4 886

⁽¹⁾ Pour ce plan, le Groupe a pris la décision de reconnaître exceptionnellement l'intégralité de la charge sur l'année 2016/17.

L'historique des plans de *stock-options* non encore expirés est présenté dans la partie « Gouvernement d'entreprise et contrôle interne » du document d'enregistrement universel.

Au global, pour les plans d'options déjà acquis, le nombre d'options restant à exercer s'élève à 145 047 options dont la durée de vie résiduelle moyenne est de deux ans et huit mois.

Le Groupe a constaté, au 30 juin 2021, une charge de 2,3 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des cinq plans de *stock-options* acquis ou en cours d'acquisition durant l'exercice, ainsi qu'une charge de 23,6 millions d'euros au titre des cinq plans d'actions de performance.

Ch	arges	annuel	les

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Stock-options – en contrepartie des capitaux propres	3	2
Actions de performance et actions gratuites – en contrepartie des capitaux propres	18	24
CHARGES ANNUELLES TOTALES	20	26

___ 6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

L'évolution des options/actions en circulation sur l'exercice (période du le juillet 2020 au 30 juin 2021) est décrite ci-dessous :

	Nature des options	Présence de condition de performance	Options en circulation au 30.06.2020	Attribuées pendant la période	Annulées pendant la période	Exercées pendant la période	Expirées pendant la période	Options en circulation au 30.06.2021
Diam du 00 11 0015	۸ - I ±	Avec	11.4.000	0	0	4E 710	0	CO 17E
Plan du 06.11.2015	Achat	condition	114 893	0	0	45 718	0	69 175
Plan du 17.11.2016	Achat	Avec condition	124 502	0	6 677	41 953	0	75 872
Plan du 09.11.2017	Achat	Avec condition	124 050	0	46 797	0	0	77 253
Plan du 21.11.2018	Achat	Avec condition	109 492	0	5 863	0	0	103 629
Plan du 08.11.2019	Achat	Avec condition	131 864	0	6 286	0	0	125 578
Plan du 27.11.2020	Achat	Avec condition	0	136 711	0	0	0	136 711

	Nature des actions	Présence de condition de performance	Actions en circulation au 30.06.2020	Attribuées pendant la période	Annulées pendant la période	Transférées pendant la période	Expirées pendant la période	Actions en circulation au 30.06.2021
Plan du 17.11.2016	Gratuites	Avec conditions	366 522	0	7 120	359 402	0	0
1 1011 00 17.11.2010	Gratuites		300 322		7 120	333 402	0	
Plan du 09.11.2017	Gratuites	Avec conditions	200 523	0	14 178	0	0	186 345
Plan du 21.11.2018	Gratuites	Avec conditions	208 312	0	15 495	0	0	192 817
Plan du 08.11.2019	Gratuites	Avec conditions	175 706	0	9 286	0	0	166 420
Plan du 27.11.2020	Gratuites	Avec conditions	0	270 838	3 172	0	0	267 666

Le prix d'exercice moyen des options qui ont été exercées durant l'exercice 2020/21 s'élève à 104,24 euros.

Les hypothèses utilisées pour le calcul des justes valeurs des options et actions attribuées sur l'exercice avec le modèle binomial ou Monte Carlo ainsi que les termes d'attribution des options/des actions sont détaillés ci-dessous :

	Nature des options/ actions	Présence de condition de performance	Cours de l'action à l'origine (en euros) (1)	Prix d'exercice (en euros)	Volatilité attendue	Taux de dividende attendu	Taux d'intérêt sans risque	Juste valeur IFRS 2 (en euros)
Plan du 27.11.2020	Achat	Avec condition	159,70	154,11	20,60 %	1,97 %	0,00 %	23,53
Plan du 27.11.2020	Gratuites	Avec condition	159,70	N/A	20,20 %	1,97 %	0,00 %	91,46
Plan du 27.11.2020	Gratuites	Avec condition	159,70	N/A	N/A	1,97 %	N/A	147,60

N/A: Non applicable.

(1) Cours de clôture de Bourse en date d'attribution.

Les justes valeurs sont figées à la mise en place de chaque plan et elles ne varient pas selon les années. Aussi présentons-nous ici uniquement les valeurs relatives aux plans attribués au cours de l'exercice 2020/21 (les informations relatives aux plans antérieurs sont disponibles dans les précédents documents de référence).

Depuis 2012, l'hypothèse de volatilité attendue des plans est basée sur une approche multicritère prenant en considération :

- la volatilité historique sur une période égale à la durée de vie des options;
- la volatilité implicite calculée à partir des options disponibles sur le marché financier.

___ 6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

La possibilité d'un exercice avant maturité des options a été prise en compte dans le modèle d'évaluation des plans de *stock-options* en reflétant via une hypothèse le comportement de bénéficiaires quant aux exercices anticipés (avant la maturité). En 2017, un nouveau profil d'exercice des options a été défini afin de remplacer celui établi en 2010. Il est considéré que 30 %, 40 % et 30 % des options seraient exercées dès que le cours de l'action atteindrait respectivement 120 %, 150 % et 180 % du prix d'exercice. Cette hypothèse se fonde sur une analyse récente des comportements observés sur les plans attribués avant 2017.

Les options attribuées le 27 novembre 2020 sont toutes conditionnées au positionnement de la performance globale de l'action Pernod Ricard (TSR ⁽¹⁾) comparée à la performance globale d'un Panel de 12 pairs: les *stock-options* seront pré-acquises le 27 novembre 2023 sous réserve que le positionnement de la performance globale de l'action Pernod Ricard (TSR ⁽¹⁾) soit égal ou supérieur à la 7^e position sur 13 (le nombre sera déterminé par palier en fonction du niveau de performance atteint). L'acquisition sera définitive si la condition de présence est validée au 27 novembre 2024.

Deux plans d'actions de performance ont été attribués le 27 novembre 2020. Dans l'un des cas, la juste valeur correspond, entre autres, au prix de marché de l'action à la date d'attribution, diminuée de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition (soit quatre ans pour tous les bénéficiaires). Le nombre d'actions de performance attribuées dépendra de la moyenne du niveau d'atteinte du Résultat Opérationnel Courant du Groupe sur les exercices clos au 30 juin 2021, au 30 juin 2022 et au 30 juin 2023 par rapport au Résultat Opérationnel Courant budgété pour chacun des exercices, à taux de change et périmètre constants. La charge comptable IFRS 2 du plan sera ajustée au plus tard à la fin de la période d'acquisition par rapport à cette condition.

La juste valeur de l'autre plan tient compte de la même condition de performance marché que celle appliquée aux *stock-options* attribuées le 27 novembre 2020: positionnement de la performance globale de l'action Pernod Ricard (TSR ⁽¹⁾) comparée à la performance globale d'un Panel de 12 pairs sur la période du 27 novembre 2020 au 27 novembre 2023 inclus (trois ans). L'acquisition sera définitive à compter du 28 novembre 2024 si la condition de présence est validée au 27 novembre 2024.

Note 6.3 Engagements hors bilan

			> 1 an et	
En millions d'euros	Total	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés au 30.06.2020	2 367	851	1 316	200
Engagements donnés liés au périmètre du Groupe	5	3	2	-
Engagements de prise de participation	5	3	2	-
Engagements donnés dans le cadre d'opérations spécifiques	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Engagements donnés liés au financement de la Société	25	8	11	6
Garanties financières données	25	8	11	6
Autres	-	-	-	-
Engagements liés aux activités opérationnelles de l'émetteur	2 337	841	1 303	194
Engagements d'achats fermes et irrévocables de matières premières	1 972	576	1 275	121
Engagements fiscaux (garanties douanières et autres)	309	228	9	71
Contrats de locations simples	8	3	3	1
Autres	49	33	15	1

6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

En millions d'euros	Total	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements reçus au 30.06.2020	3 443	38	3 370	35
Engagements reçus liés au périmètre du Groupe	1	0	0	0
Engagements reçus dans des opérations spécifiques liées à la concurrence et au marché	-	-	-	-
Autres	1	0	0	0
Engagements reçus liés au financement de la Société	3 399	36	3 362	1
Lignes de crédit reçues et non utilisées	3 360	0	3 360	-
Garanties financières reçues	39	36	2	1
Autres	0	0	-	-
Engagements liés aux activités opérationnelles de l'émetteur	43	2	7	34
Engagements contractuels liés à l'activité et au développement de l'activité	41	2	6	33
Autres	2	0	1	1

			> 1 an et	
En millions d'euros	Total	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés au 30.06.2021	2 340	870	1 332	138
Engagements donnés liés au périmètre du Groupe	3	1	1	-
Engagements de prise de participation	3	1	1	-
Engagements donnés dans le cadre d'opérations spécifiques	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Engagements donnés liés au financement de la Société	29	22	1	6
Garanties financières données	29	22	1	6
Autres	-	-	-	-
Engagements liés aux activités opérationnelles de l'émetteur	2 308	846	1 330	133
Engagements d'achats fermes et irrévocables de matières premières	2 006	628	1 307	70
Engagements fiscaux (garanties douanières et autres)	249	179	9	61
Contrats de locations	10	4	4	1
Autres	44	34	9	1

En millions d'euros	Total	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Engagements reçus au 30.06.2021	3 450	40	3 368	42
Engagements reçus liés au périmètre du Groupe	0	-	0	-
Engagements reçus dans des opérations spécifiques liées à la concurrence et au marché	-	-	-	-
Autres	0	-	0	-
Engagements reçus liés au financement de la Société	3 401	36	3 363	1
Lignes de crédit reçues et non utilisées	3 360	0	3 360	-
Garanties financières reçues	41	36	3	1
Autres	0	0	-	-
Engagements liés aux activités opérationnelles de l'émetteur	49	4	4	41
Engagements contractuels liés à l'activité et au développement de l'activité	47	4	4	40
Autres	2	0	0	1

1. Lignes de crédit reçues et non utilisées

Les lignes de crédit reçues et non utilisées correspondent essentiellement aux montants nominaux non tirés au 30 juin 2021 du crédit syndiqué et d'une ligne de crédit bilatérale (cf. Note 4.8 – *Passifs financiers*).

Note 6.4 Passifs éventuels

Pernod Ricard a reçu plusieurs notifications de redressement pour les exercices 2007 à 2016, concernant spécifiquement, pour un montant de 8 231 millions de roupies indiennes (soit 93,2 millions d'euros, incluant les intérêts), la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité. Il convient de noter que le niveau et le montant de ce risque ont été progressivement et significativement réduits au cours des dernières années et la Société a obtenu deux décisions judiciaires

Note 6.5 Litiges

Dans le cadre normal de ses activités, Pernod Ricard est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires individuelles et collectives, gouvernementales, arbitrales et administratives.

Une provision au titre de ces procédures n'est constituée en « autres provisions pour risques et charges » (cf. Note 4.7 – *Provisions*) que lorsqu'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, et que son montant peut être évalué de manière fiable. Dans ce dernier cas, le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du risque. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Le montant des provisions enregistrées par Pernod Ricard au 30 juin 2021 au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 366 millions d'euros, contre 431 millions d'euros au 30 juin 2020 (cf. Note 4.7 – *Provisions*), hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois une incidence significative sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue dans la plupart des pays par une joint-venture dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 160 pays où le rhum Havana Club est commercialisé. Aux États-Unis, la marque est détenue par une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC :

2. Engagements d'achats fermes et irrévocables de matières premières

Dans le cadre de leur activité de production de cognac, vin, champagne et whiskies, les principales filiales du Groupe sont engagées dans des contrats d'approvisionnement en matières premières, principalement en eaux-de-vie, raisins, vins clairs et céréales.

en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14. Ces décisions judiciaires renforcent encore la position prise par Pernod Ricard India sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité. Confortée par ces décisions et avec le soutien de ses conseils fiscaux, Pernod Ricard India va continuer à contester le bien-fondé de ce chef de redressement et estime son succès probable en contentieux. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

- 1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque «Havana Club», détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976, sans obtenir de licence spécifique de l'OFAC. En août 2006, conformément au refus de l'OFAC d'attribuer une licence spécifique, l'Office américain des brevets et des marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. En novembre 2015, Cubaexport a de nouveau demandé à l'OFAC une licence spécifique pour le renouvellement de la marque aux États-Unis. Le 11 janvier 2016, l'OFAC a accordé à Cubaexport la licence demandée et le 13 janvier 2016, la requête devant le Directeur de l'USPTO a été déclarée recevable et la marque a été renouvelée pour la période de 10 années finissant le 27 janvier 2016. Une nouvelle demande de renouvellement pour une période de 10 années à compter du 27 janvier 2016 a été accordée.
- Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » aux États-Unis. En janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure a été suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport. À la suite de l'acceptation de la requête auprès du Directeur de l'USPTO, cette procédure judiciaire a repris son cours et la partie demanderesse a amendé sa plainte. En réaction, Cubaexport et HCH ont déposé deux requêtes en 2016: une requête visant à obtenir le rejet de l'ensemble des demandes formulées à leur encontre ainsi qu'une requête visant à obtenir une procédure accélérée sur certains aspects. Les deux requêtes ont fait l'objet d'un exposé complet et sont en attente d'une décision de la Cour.

Ces risques constituent un frein potentiel au développement de l'activité du Groupe mais aucune obligation résultant de ces événements n'est à prévoir. La résolution de ces litiges constituerait une opportunité pour le développement de l'activité du Groupe.

Litiges fiscaux

Les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales des pays dans lesquels elles sont enregistrées.

L'estimation du risque relatif à chaque litige fiscal est revue régulièrement par chaque filiale ou région et par la Direction Fiscale du Groupe, avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Des provisions sont constituées le cas échéant. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige fiscal en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est engagée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé la quasi-totalité du reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes de Delhi suite à la première notification de redressement reçue en 2011. Une seconde notification reçue en 2013, confirmée le 14 août 2017, a été suspendue par la Cour Suprême. La Société poursuit activement ses discussions avec les autorités et juridictions.

Pernod Ricard India (P) a également des débats avec les autorités douanières indiennes sur la valeur de transaction des produits internationaux importés en Inde. Cela fait l'objet de discussions avec les autorités et juridictions compétentes.

Par ailleurs, Pernod Ricard India (P) a reçu plusieurs notifications de redressement relatives aux années 2006/07 à 2015/16 concernant la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité (cf. Note 6.4 – *Passifs éventuels*). Pernod Ricard India (P) a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14 renforçant sa position sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité.

À noter, les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 4.5 – *Provisions*) ou en passif d'impôt exigible (cf. Note 3.3 – *Impôt sur les bénéfices*) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Litiges commerciaux

Colombie

Le 14 novembre 2017, deux plaintes distinctes auprès de l'Autorité de la concurrence colombienne (Superintendencia De Industria Y Comercio) ont été déposées conjointement par le département de Cundinamarca (Colombie) et la société Empresa de Licores de Cundinamarca (société de distillation détenue à 100% par le département) contre Pernod Ricard SA, Pernod Ricard Colombia SA et l'un de ses concurrents. Une plainte supplémentaire a été déposée en septembre 2019 par les départements de Valle et d'Antioquia (ainsi que ses entreprises de distillation détenues à 100 %). Les sociétés mises en cause auraient violé le Colombian Unfair Competition Act, notamment ses articles 7 et 18, en ayant illégalement importé des spiritueux en Colombie. L'importation présumée aurait permis aux sociétés d'obtenir un avantage compétitif déloyal sur les producteurs locaux. Les plaignants demandent des dommages et intérêts correspondant à la perte de profits et impôts sur la période 2013/17 (2019 dans le cas de Valle et Antioquia).

Pernod Ricard conteste vivement ces plaintes et se défendra activement contre ces allégations. Il est à noter que ces plaintes reprennent les éléments du procès qui avait été fait en 2004 devant les tribunaux New Yorkais par Cundinamarca, la République de Colombie et d'autres départements de Colombie ; procès auquel les plaignants avaient renoncé en 2012.

Note 6.6 Parties liées

Les transactions avec les entreprises associées et les co-entreprises ne sont pas significatives sur l'exercice clos le 30 juin 2021.

Les rémunérations allouées aux Mandataires Sociaux et aux membres du Comité Exécutif (COMEX) au titre de leurs fonctions dans le Groupe sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
Conseil d'Administration (1)	1	1
Comité Exécutif Groupe		
Avantages court terme	15	10
Avantages postérieurs à l'emploi	5	2
Paiements fondés sur des actions ⁽²⁾	5	5
TOTAL DES CHARGES COMPTABILISEES AU TITRE DE L'EXERCICE	26	19

⁽¹⁾ Rémunérations des administrateurs.

Par ailleurs, le Dirigeant Mandataire Social est éligible aux indemnités de rupture de mandat suivantes :

- clause de non-concurrence d'une durée d'un an, assortie d'une indemnité correspondant à 12 mois de rémunération;
- clause de départ contraint soumise à conditions de performance, assortie d'une indemnité maximale correspondant à 12 mois de rémunération.

Ces engagements n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

⁽²⁾ Le coût des paiements fondés sur des actions correspond à la charge constatée en compte en résultat sur la période au titre des stock-options et des actions de performance accordées aux membres du Comité Exécutif Groupe.

Note 6.7 Événements post-clôture

Le 23 août 2021, la Cour d'Appel américaine du Federal Circuit a rendu sa décision en faveur de la National Association of Manufacturers. Les incidences sur les comptes au 30 juin 2021 du Groupe Pernod Ricard de cette décision de justice favorable sont présentées dans la Note 2.3 - Autres faits marquants de l'exercice.

Le 31 août 2021, le Groupe a conclu un accord pour une prise de participation minoritaire dans Sovereign Brands, propriétaire d'un portefeuille de marques de vins et spiritueux super premium en forte croissance. Ce dernier est principalement composé des marques Luc Belaire, un vin effervescent français, Bumbu, une gamme de produits à base de rhum des Caraïbes, le gin brésilien McQueen and the Violet Fog et la liqueur française Villon. Cette prise de participation constitue la première étape d'un partenariat de long terme visant à générer des opportunités commerciales entre Sovereign Brands et Pernod Ricard, comme l'étude d'éventuels projets industriels et commerciaux conjoints.

Note 6.8 Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leur réseau au titre de l'exercice de 12 mois (1)

		KPMG		Delois	tte & Assoc	iés		Autres			Total	
		Monta	nt (HT)		Monta	nt (HT)		Monta	nt (HT)		Monta	nt (HT)
En millions d'euros	2019/20	2020/21	%	2019/20	2020/21	%	2019/20	2020/21	%	2019/20	2020/21	%
Audit												
Commissariat aux comp	tes, certifi	cation, exa	amen de	es compte	s individue	els et co	onsolidés ⁽	3)			-	
Émetteur (2)	0,6	0,7	18 %	0,7	0,7	15 %	0,0	0,0	0 %	1,2	1,3	16 %
Filiales intégrées globalement	2,6	2,5	69 %	3,4	3,4	76 %	0,2	0,1	82 %	6,2	6,0	73 %
SOUS-TOTAL	3,2	3,1	87 %	4,0	4,1	91 %	0,2	0,1	82 %	7,4	7,4	89 %
Services autres que la co	ertification	des comp	tes ⁽⁴⁾									
Émetteur (2)	0,1	0,1	2 %	0,6	0,2	5 %	0,0	0,0	0 %	0,7	0,3	3 %
Filiales intégrées globalement	0,7	0,4	11 %	0,3	0,2	4 %	0,0	0,0	18 %	0,9	0,6	8 %
Dont juridique, fiscal, social	0,5	0,4	10 %	0,2	0,2	4 %	0,0	0,0	0 %	0,7	0,5	6 %
SOUS-TOTAL	0,8	0,5	13 %	0,9	0,4	9 %	0,0	0,0	18 %	1,7	0,9	11 %
TOTAL	4,0	3,6	100 %	4,9	4,5	100 %	0,2	0,2	100 %	9,1	8,3	100 %

⁽¹⁾ Concernant la période à considérer, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable et prises en charge au compte de résultat de ce dernier.

Note 7 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés annuels incluent les états financiers de la Société Mère, Pernod Ricard SA, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère («les filiales»). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, indépendamment de son pourcentage de participation. Les participations ne donnant pas le contrôle dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiées séparément des capitaux propres de la Société Mère. Les participations ne donnant pas le contrôle comprennent

le montant de ces intérêts minoritaires à la date du regroupement d'entreprises d'origine et la part des minoritaires dans les variations des capitaux propres depuis la date du regroupement.

Les transactions réciproques ainsi que les résultats internes relatifs à des sociétés consolidées sont éliminés.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Note 7.1 Périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre au 30 juin 2021 sont présentées dans la Note 1.2 - Faits marquants de l'exercice.

⁽²⁾ L'émetteur s'entend comme étant la Société Mère.

⁽a) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du Commissaire aux Comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

⁽⁴⁾ Cette rubrique reprend les diligences et prestations rendues à l'émetteur ou à ses filiales par les Commissaires aux Comptes ou les membres de leurs réseaux. Elles peuvent être requises par les dispositions légales ou fournies à la demande du groupe ou de ses filiales, et s'inscrivent dans le respect des dispositions d'indépendance.

Note 7.2 Liste des principales sociétés consolidées

Sociétés	Pays	% d'intérêt 30.06.2020	% d'intérêt 30.06.2021	Méthode de consolidation***
Pernod Ricard SA	France	Société Mère	Société Mère	
Laurenskirk (Pty) Ltd	Afrique du Sud	80	80	IG
Pernod Ricard South Africa PTY Ltd	Afrique du Sud	100	100	IG
Black Forest Distillers GmbH	Allemagne	60	100	IG
Pernod Ricard Deutschland GmbH	Allemagne	100	100	IG
Pernod Ricard Andorra, SLU	Andorre	100	100	IG
Pernod Ricard Angola, LDA	Angola	100	100	IG
Pernod Ricard Argentina SRL	Argentine	100	100	IG
Yerevan Brandy Company	Arménie	100	100	IG
Pernod Ricard Pacific Holding Pty Ltd	Australie	100	100	IG
Pernod Ricard Winemakers Pty Ltd	Australie	100	100	IG
Pernod Ricard Austria GmbH	Autriche	100	100	IG
Pernod Ricard Belgium SA	Belgique	100	100	IG
Pernod Ricard Brasil Indústria e Comércio Itda.	Brésil	100	100	IG
Pernod Ricard Bulgaria EOOD	Bulgarie	100	100	IG
Corby Spirit and Wine Limited*	Canada	45,76	45,76	IG
Hiram Walker & Sons Limited	Canada	100	100	IG
Pernod Ricard Canada Ltée	Canada	100	100	IG
Pernod Ricard Chile SpA	Chili	100	100	IG
Pernod Ricard (China) Trading Co., Ltd	Chine	100	100	IG
Pernod Ricard Colombia SA	Colombie	100	100	IG
Pernod Ricard Korea Imperial Company Ltd.	Corée du Sud	100	100	IG
Pernod Ricard Korea Ltd	Corée du Sud	100	100	IG
Havana Club International SA	Cuba	50	50	IG
Pernod Ricard Denmark A/S	Danemark	100	100	IG
Bodeboca SL	Espagne	100	100	IG
Drinksandco Marketplace, SLU	Espagne	100	100	IG
Pernod Ricard España	Espagne	100	100	IG
Pernod Ricard Winemakers Espana, SAU	Espagne	100	100	IG
Vermuteria de Galicia	Espagne	0	80	IG
Pernod Ricard Estonia OÜ	Estonie	100	100	IG
Austin, Nichols & Co., Inc	États-Unis	100	100	IG
Avion Spirits, LLC	États-Unis	100	100	IG
Castle Brands, Inc.	États-Unis	100	100	IG
Del Maguey Inc.	États-Unis	62,36	62,36	IG
Firestone & Robertson Distilling Company LLC	États-Unis	100	100	IG
Pernod Ricard Americas IP Management LLC	États-Unis	100	100	IG
Pernod Ricard Americas Travel Retail LLC	États-Unis	100	100	IG

_ 6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

Sociétés	Pays	% d'intérêt 30.06.2020	% d'intérêt 30.06.2021	Méthode de consolidation***
Pernod Ricard Assets USA LLC	États-Unis	100	100	IG
Pernod Ricard Kenwood Holding LLC	États-Unis	100	100	IG
Pernod Ricard Marketing USA LLC	États-Unis	100	100	IG
Pernod Ricard USA Finance Inc.	États-Unis	100	100	IG
Pernod Ricard USA, LLC	États-Unis	100	100	IG
PRUSA Acquisitions LLC	États-Unis	100	100	IG
Rabbit Hole Spirits, LLC	États-Unis	80	80	IG
Smooth Ambler Spirits Co.	États-Unis	80	80	IG
Pernod Ricard Finland OY	Finlande	100	100	IG
Augier Robin Briand & Cie	France	100	100	IG
Champagne Perrier-Jouët	France	100	100	IG
Domaines Jean Martell	France	100	100	IG
Financière Moulins de Champagne	France	100	100	IG
GH Mumm & Cie SVCS	France	100	100	IG
Le Maine au Bois	France	100	100	IG
Lina 16	France	100	100	IG
Lina 3	France	100	100	IG
Lina 5	France	100	100	IG
Martell & Co SA	France	100	100	IG
Martell Mumm Perrier-Jouët	France	100	100	IG
Vignobles Mumm Perrier-Jouët	France	100	100	IG
Pernod Ricard Finance SA	France	100	100	IG
Pernod Ricard Middle East and North Africa	France	100	100	IG
Pernod Ricard North America SAS	France	100	100	IG
Pernod SAS****	France	100	100	IG
Ricard SAS****	France	100	100	IG
Société des Produits d'Armagnac SAS	France	100	100	IG
Société Lillet Frères	France	100	100	IG
Spirits Partners SAS	France	100	100	IG
Théodore Legras	France	100	100	IG
Pernod Ricard Ghana Limited	Ghana	100	100	IG
Pernod Ricard Hellas ABEE	Grèce	100	100	IG
Allied Spirits & Wine (China) Ltd	Hong Kong	100	100	IG
Pernod Ricard Asia Duty Free Ltd	Hong Kong	100	100	IG
Pernod Ricard Hong Kong Ltd	Hong Kong	100	100	IG
Peri Mauritius	Ile Maurice	100	100	IG
Pernod Ricard India Private Limited	Inde	100	100	IG
Comrie Limited	Irlande	100	100	IG
Irish Distillers Group Unlimited Company	Irlande	100	100	IG
Irish Distillers Ltd	Irlande	100	100	IG
Samuelson International DAC	Irlande	100	100	IG

_ 6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

Sociétés	Pays	% d'intérêt 30.06.2020	% d'intérêt 30.06.2021	Méthode de consolidation***
Irish Distillers International Ltd	Irlande	100	100	IG
Pernod Ricard Italia SPA	Italie	100	100	IG
The Kyoto Distillery KK*	Japon	35	51	IG
Pernod Ricard Japan KK	Japon	100	100	IG
Pernod Ricard Kazakhstan	Kazakhstan	100	100	IG
Pernod Ricard Kenya Limited	Kenya	100	100	IG
Pernod Ricard Lietuva UAB	Lituanie	100	100	IG
Pernod Ricard Malaysia SDN BHD	Malaisie	100	100	IG
Pernod Ricard Maroc	Maroc	100	100	IG
Pernod Ricard Mexico SA de CV	Mexique	100	100	IG
Seagram Myanmar Company Ltd*	Myanmar	34	34	IG
Pernod Ricard Norway AS	Norvège	100	100	IG
Pernod Ricard Winemakers New Zealand Limited	Nouvelle-Zélande	100	100	IG
Allied International Holdings BV	Pays-Bas	100	100	IG
Pernod Ricard Nederland BV	Pays-Bas	100	100	IG
PR Goal Nederland BV	Pays-Bas	100	100	IG
Pernod Ricard Peru SA	Pérou	100	100	IG
Pernod Ricard Philippines, Inc.	Philippines	70	70	IG
Agros Holding SA	Pologne	100	100	IG
Wyborowa SA	Pologne	100	100	IG
Pernod Ricard Portugal – Distribuição, SA	Portugal	100	100	IG
Pernod Ricard Dominicana, SA	République dominicaine	100	100	IG
Jan Becher – Karlovarska Becherovka, a.s.	République tchèque	100	100	IG
Pernod Ricard Romania SRL	Roumanie	100	100	IG
Allied Domecq (Holdings) Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Allied Domecq Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
AD Overseas (Europe) Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Allied Domecq Spirits & Wine Holdings Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Allied Domecq Spirits & Wine Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
AD Westport Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Chivas Brothers (Holdings) Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG
Chivas Brothers Ltd**	Royaume-Uni	100	100	IG
Chivas Brothers International Ltd**	Royaume-Uni	100	100	IG
Chivas Brothers Pernod Ricard	Royaume-Uni	100	100	IG
Chivas Holdings (IP) Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Chivas Investments Limited**	Royaume-Uni	100	100	IG
Coates & Co (Plymouth) Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Dillon Bass Ltd	Royaume-Uni	74	74	IG
Edward Dillon (Bonders) Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG
Goal Acquisitions (Holdings) Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG
Goal Acquisitions Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG
Italicus Ltd	Royaume-Uni	50,1	50,1	IG
Pernod Ricard UK Group Limited	Royaume-Uni	100	100	IG
Pernod Ricard UK Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG
PR Goal 3 Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG

6. COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

Sociétés	Pays	% d'intérêt 30.06.2020	% d'intérêt 30.06.2021	Méthode de consolidation***
World Brands Duty Free Ltd	Royaume-Uni	100	100	IG
Pernod Ricard Rouss CJSC	Russie	100	100	IG
Pernod Ricard Singapore PTE Ltd	Singapour	100	100	IG
Pernod Ricard Slovakia s.r.o	Slovaquie	100	100	IG
Distilled Innovation AB	Suède	100	100	IG
Pernod Ricard Sweden AB	Suède	100	100	IG
The Absolut Company AB	Suède	100	100	IG
Pernod Ricard Swiss SA	Suisse	100	100	IG
Pernod Ricard Taiwan Ltd	Taïwan	100	100	IG
Pernod Ricard Thailand Ltd	Thaïlande	100	100	IG
Pernod Ricard Istanbul Ic ve Dis Ticaret Limited Sirketi	Turquie	100	100	IG
Pernod Ricard Ukraine	Ukraine	100	100	IG
Pernod Ricard Uruguay SA	Uruguay	100	100	IG
Pernod Ricard Vietnam Company Limited	Vietnam	100	100	IG

Les sociétés Corby Spirit and Wine Limited, The Kyoto Distillery KK et Seagram Myanmar Company Ltd sont consolidées par intégration globale du fait du taux

de contrôle majoritaire du Groupe dans celles-ci.

Sociétés Anonymes qui sont membres, ou qui ont des filiales membres, de partenariat au Royaume-Uni (UK partnership).

En accord avec le Règlement n° 7 de la réglementation des comptes des partenariats 2008 (The Partnership Accounts Regulations 2008), les comptes annuels des sociétés mentionnées précédemment n'ont pas été préparés car lesdites sociétés au Royaume-Uni sont intégrées dans les comptes consolidés du groupe

^{*** «} IG » pour consolidée en intégration globale.
**** La fusion des sociétés Pernod SAS et Ricard SAS, annoncée au cours de l'exercice, est effective depuis le 1^{er} juillet 2020.